

IRLANDE: l'impasse du nationalisme

notre dossier
p.7 à 11

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 423 - 9 octobre 1976 - prix : 3 F

**Merlebach:
UN
CRIME!**

p.13

**Les travailleurs ont répondu présent :
aux directions syndicales
de leur proposer
UN PLAN DE BATAILLE ET
DES OBJECTIFS IMMÉDIATS !**

**Pays Basque Espagnol: TERRORISTE OU REFORMISTE
LE NATIONALISME N'EST PAS LA POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE**

p.16

sommaire

DANS LE MONDE

- Page 4 :
— Le PCI derrière le gouvernement chrétien-démocrate, contre la classe ouvrière.
— Giscard en chasse de contrats en Iran : l'argent n'a pas d'odeur, pas même celle du sang.
- Page 5 :
— Elections allemandes : ceux qui les ont gagnées, et ceux qui n'avaient rien à y gagner.
— Turquie : répression et manœuvres de politiciens face à la combativité ouvrière.
— Portugal : vers une deuxième centrale syndicale ?
- Page 16 :
— Pays basque espagnol : terroriste ou réformiste, le nationalisme n'est pas la politique de la classe ouvrière.
— Rhodésie : le plan Kissinger en voie de réalisation.

EN FRANCE

- Page 4 :
— Pour la 8^e fois en 4 mois : des morts dans l'incendie d'un hôtel pour immigrés.
- Page 6 :
— Lu avec intérêt
● La répression en Pologne contre les grévistes d'Urus.
● Un déserteur de la Légion témoigne.
● L'extrême-gauche aux élections allemandes.
— Halte aux violences de l'OCI !
— Politique Hebdo nouvelle formule.
- Page 12 :
— Sacilor : la vie quotidienne à l'aciérie de Gandrange ; 2.600 travailleurs en lock-out à Hagondange.
— Vallourec (Noisy-le-Sec) : Beullac accepte le licenciement d'un militant.
- Page 13 :
— Merlebach : un erime.

DOSSIER

- Pages 7 à 11 :
L'IRLANDE
— L'impasse du nationalisme.
— La plus vieille colonie britannique.
— Guerre de religion ou lutte de classes ?

DIVERS

- Page 14 :
— Livres : Le martyre du Liban, de Thierry Desjardins ; Le loup-cervier, de Guy Croussy.
— Golda Meïr aux Dossiers de l'écran.
- Page 15 :
— Films : La victoire en chantant, de J.-J. Annaud ; Une vie difficile, de Dino Risi.

Lutte Ouvrière sur 16 pages en raison de la grève

Comme nos lecteurs peuvent le constater, Lutte Ouvrière ne paraît cette semaine que sur 16 pages. La grève du jeudi 7 octobre réduisant les délais d'impression et Lutte Ouvrière étant bien entendu solidaire des travailleurs de l'imprimerie en grève, nous pensons que nul ne nous en tiendra rigueur.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Plan Barre et loyers : les prix bloqués montent toujours

Lorsqu'il a présenté son plan, Barre a annoncé qu'il y aurait de nombreux blocages des prix, notamment en ce qui concerne les loyers. Son plan ne prévoyait aucune hausse jusqu'au 31 décembre 1976, puis une majoration de 6,5 % maximum pour 1977, quelle que soit par ailleurs la hausse des indices.

Mais ceux qui logent dans des logements à surfaces corrigées (logements construits avant 1948 et n'ayant pas de bail) ont la fâcheuse surprise, en payant leur terme d'octobre, de voir une hausse de 7 à 11 %. La plupart d'entre eux auront un rappel à payer depuis juillet. C'est un décret publié au *Journal Officiel* le 29 juin qui annonce cette mesure.

Par ailleurs, dans son plan qui prévoit 6,5 % maximum de hausse pour les loyers en 1977, Barre a mis deux exceptions. En cas de travaux dans les logements ou dans un immeuble, comme les peintures ou le ravalement de façade, les loyers peuvent être majorés. Cela laisse aussi la porte ouverte à de nombreuses hausses.

Autrement dit, pour les logements comme pour le reste, il existe suffisamment d'échappatoires pour que le blocage des prix soit une farce cynique.

Fou criminel ou Brigades rouges ?

Après que, le vendredi 2 octobre, les cadavres de Christian Leroy et de Muriel Trabelski ont été retrouvés à une vingtaine de kilomètres de Grenoble, présentateurs des journaux radiotélévisés et journalistes de la presse écrite ont pendant plusieurs jours parlé et reparlé de « l'affaire des Brigades rouges ».

C'est que l'enlèvement des jeunes gens, ainsi que celui d'une autre jeune fille, Olga Moïssenko, avaient été revendiqués par le « groupe 366 des Brigades rouges », dans une lettre adressée en juin dernier au *Dauphiné Libéré*, le grand quotidien régional. La lettre réclamait qu'une rançon de 400 millions soit versée « aux nécessiteux de la ville par les grands magasins » et menaçait, en cas de refus, de tuer les victimes.

Il est plus que probable qu'il s'agit d'actes d'un déséquilibré ; tout le monde le dit et le répète, les journalistes comme la police. Depuis quelques jours, d'ailleurs, l'enquête s'orienterait vers les anciens pensionnaires d'asiles psychiatriques.

Cela n'empêche pas l'ensemble de la presse écrite et parlée de continuer à faire des gros titres de l'affaire des « Brigades rouges ». Aucune importance, bien sûr, si

A Egletons, Chirac prend son vol

Giscard a beau répéter qu'il n'est pas question de se lancer dès aujourd'hui dans la campagne électorale, une partie de sa majorité au moins ne l'entend pas de cette oreille.

C'est le cas plus particulièrement de son ex-Premier ministre, Chirac, qui, en démissionnant avait montré qu'il se plaçait sur la réserve afin de ne pas assurer la responsabilité de la politique giscardienne. Il n'a guère attendu pour sortir de cette réserve.

Le voilà donc aujourd'hui, quelques semaines seulement après avoir été à la tête du gouvernement, et à ce titre responsable de la politique depuis deux ans, en bataille contre Giscard. Car le discours prononcé par l'ex-coordonnateur de la majorité avait l'allure sinon d'une déclaration de guerre... du moins d'une fronde.

Il ne faut pas s'y tromper, même si Chirac affirme que son projet a pour seul but de faire face à l'opposition de gauche, il s'agit pour lui, dans un premier temps, de s'imposer au sein de l'UDR afin de faire pièce aux autres composantes de ce ramassis qu'on appelle « majorité présidentielle ». Et cette bataille risque d'être chaude. Car tout ce qui compose cette majorité a beau avoir plein la bouche de l'intérêt national, de la solidarité, elle a beau récriminer contre l'égoïsme des citoyens, une chose l'intéresse avant tout : se cramponner à son siège.

Et le spectacle de tous ces notables, députés, princes, barons,

capitaines d'industrie et godillots du gaullisme qui suivent les traces de Chirac, évoque la ruée vers la mangeoire.

Cette bataille au sein de la majorité risque de se prolonger. En tout cas, elle risque d'apparaître dans chaque compétition électorale d'ici 1978. Les municipales de 1977, bien sûr, mais avant cette date on ne peut même pas écarter l'hypothèse d'une compétition à l'intérieur de la droite au cours des six prochaines élections partielles, c'est-à-dire que les autres formations de la majorité présentent des candidats même contre d'anciens ministres sortants.

Et les confrontations électorales risquent à leur tour de peser dans l'évolution des rapports des différentes composantes de la majorité entre elles, et avec le gouvernement.

A quel point ce rapport n'est pas fameux : le gouvernement vient d'en faire la démonstration. Il a choisi de ne pas prendre, lui, l'initiative de demander un vote de confiance, de peur que cette confiance lui soit refusée par une partie de sa majorité.

Si l'UDR en particulier constate que l'initiative de Chirac lui a été profitable sur le plan électoral, il y a fort à parier que les remous qui secouent cette majorité auront tendance non à s'apaiser, mais au contraire à s'amplifier. Et Giscard aura alors bien du mal à faire marcher au pas des godillots qui ont un pied dans le gouvernement, un pied du côté de Chirac.

J.P. VALI

dans l'esprit d'une partie de la population s'imprime la relation « Brigades rouges - gauchistes - meurtres ».

On est bien loin de la prudence avec laquelle l'ensemble de la pres-

se évoque les relations, pourtant bien réelles cette fois, entre l'extrême-droite et certaines affaires... comme par exemple celle de Vathaire-Dassault !

S.F.

Boisson à l'amiante

Après la révélation faite par le numéro d'octobre de la revue de consommateurs *Que choisir ?* affirmant la présence dans la plupart des vins de fibres d'amiante (provenant des filtres utilisés), le président de l'Union nationale des oenologues n'a pu qu'essayer de rassurer la clientèle, en déclarant que « le problème de l'absorption de l'amiante par voie orale n'est pas un problème chaud, comme celui de son inhalation » et que l'on est obligé de filtrer les vins par la faute des consommateurs qui, « toujours mal informés dans le sens du vin, considèrent qu'un léger « louche » correspond à un vin trafiqué », ce qui ne serait, paraît-il, pas toujours le cas.

En d'autres termes, boire de l'amiante dans le vin est moins

dangereux que de le respirer et, de toute façon, c'est votre faute. On doute que de tels arguments aient pu convaincre quiconque. Et même si ce monsieur avait rajouté (ce qui aurait eu au moins l'avantage d'être incontestable) que l'on risque toujours plus une cirrhose due à l'abus de vin qu'un cancer dû à l'amiante, il n'aurait rien réussi à justifier.

D'ailleurs dans plusieurs pays, dont les USA, l'utilisation de filtres en amiante dans l'industrie alimentaire est formellement interdite depuis quelques années. Ce que demande la revue *Que choisir ?*, c'est qu'il en soit de même en France, et pour le vin, et pour toutes les boissons — jus de fruits par exemple.

Olivier BELIN

Réunion publique

Lutte Ouvrière

Le vendredi 15 / 10 à 20 h 30
au Palais du Travail à Villeurbanne :

« De la crise économique à la crise du gouvernement, quelles perspectives pour les travailleurs ».

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Les travailleurs ont répondu présent :

AUX DIRECTIONS SYNDICALES DE LEUR PROPOSER UN PLAN DE BATAILLE ET DES OBJECTIFS IMMÉDIATS

■ La journée du 7 octobre a été un succès. La grève a été quasi totale. Les travailleurs ont massivement participé aux manifestations. A Paris, où la manifestation a été l'une des plus imposantes de ces dernières années. Mais aussi ailleurs, dans la plupart des grandes villes, dans les régions industrielles.

La semaine même où, à l'Assemblée nationale, les représentants du pays légal s'affrontaient en joutes oratoires, le pays réel, ceux qui travaillent, ceux qui produisent toutes les richesses, montraient qu'ils ne veulent pas du plan Barre. Parce que c'est un plan injuste et cynique, dans son ensemble comme dans ses détails. Un plan conçu et fait pour prendre de l'argent aux travailleurs afin de le donner aux possédants. Un plan qui est, comme tous ceux qui l'ont précédé, un plan de classe.

Il y a plus d'un million de chômeurs dans ce pays parce que les patrons préfèrent licencier plutôt que de sacrifier la moindre parcelle de leurs bénéfices. L'inflation ronge le pouvoir d'achat des classes laborieuses parce que l'Etat alimente l'inflation en distribuant des cadeaux royaux aux entreprises capitalistes. Et pourtant ces gens-là osent parler d'austérité et de sacrifices pour les autres !

Les travailleurs en grève ou dans la rue ont montré qu'ils ne veulent pas de cela. Cette démonstration, il fallait la faire.

Mais cette démonstration ne peut pas, ne doit pas être une fin. Il ne faut pas que le patronat et le gouvernement se croient quittes d'une journée à laquelle ils s'attendaient de toute façon. Il ne faut pas qu'ils puissent continuer de remplir leurs coffres forts avec des milliards accumulés au détriment des classes démunies.

Or, si les travailleurs leur laissent les mains libres, c'est ce qu'ils feront. La crise économique, la crise de leur propre système, menace d'entamer les profits que l'exploitation quotidienne assure aux capitalistes. Alors, ils demandent à l'Etat de pressurer un peu plus le grand nombre, les ouvriers, mais aussi les paysans qui vivent de leur seul travail, mais aussi toutes les couches laborieuses, afin que l'Etat trouve des ressources à mettre à la disposition du Capital. Et l'Etat n'a rien à leur refuser. L'an dernier, ce fut le plan de relance de Giscard qui distribua 25 milliards aux capitalistes. Aujourd'hui, c'est le plan Barre. Demain ce serait autre chose.

Et, pendant que les milliards valseront pour quelques-uns, le lot des travailleurs serait encore et toujours l'incessante ascension des prix, la menace de licenciement, le chômage. C'est cela, le véritable programme du gouvernement et du patronat.

La classe ouvrière ne peut pas laisser se détériorer ses conditions d'existence pour que l'Etat puisse aider les capitalistes

à surmonter leurs difficultés. Cela nécessite d'imposer la satisfaction d'un certain nombre de revendications.

L'argent pour satisfaire ces revendications les plus urgentes existe. Il est dans le capital des entreprises, dans leur valeur. Ces entreprises, ce sont les travailleurs qui les ont fait vivre par leur travail et elles appartiennent à eux plus qu'aux patrons. Il faut qu'elles servent aujourd'hui à garantir les conditions d'existence des travailleurs, et non pas les profits présents et futurs des patrons.

Si les travailleurs ne veulent pas subir la crise dans la résignation, ils ne peuvent pas faire autrement que de s'en prendre au droit des capitalistes de disposer à leur gré de leur capital. C'est ce qu'avaient fait ceux de LIP en vendant les stocks de montres de leur entreprise pour garantir leur salaire. Ils avaient montré la bonne voie.

Il est juste que les travailleurs se protègent contre la crise en prenant sur le capital. Mais cette justice-là, la seule qui soit humaine, la seule qui prenne en charge les intérêts des exploités, des démunis, n'est pas la justice de l'Etat. Ce ne sont évidemment pas les tribunaux ou la police qui contraindront les patrons à mettre l'argent accumulé sur le dos de leurs ouvriers à la disposition des travailleurs en difficulté. Pas plus avec une Assemblée à majorité de droite qu'avec une Assemblée à majorité de gauche.

Les travailleurs en lutte, eux, ont la possibilité de forcer la volonté des patrons. Le 7 octobre doit être un avertissement, c'est-à-dire un début !

Imposons un salaire décent pour tous, un salaire minimum qui permette de vivre, et qui aujourd'hui ne peut être inférieur à 2 500 F par mois.

Imposons la garantie du pouvoir d'achat par une échelle mobile des salaires, intégrale, immédiate et automatique, en fonction d'indices contrôlés par les travailleurs.

Imposons la garantie de l'emploi par l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous.

Imposons le contrôle des travailleurs sur l'économie et les entreprises, pour produire en fonction des besoins de tous, qui sont loin d'être satisfaits, et non en fonction du profit, car c'est cette recherche qui crée la crise.

Offrons aux paysans qui n'exploitent que leur terre, et personne d'autre, et qui sont des producteurs à part entière, le partage de ce contrôle sur l'économie, afin de ne pas nous laisser dresser les uns contre les autres.

Contre le plan des capitalistes et de leurs hommes politiques, contre le plan Giscard-Barre, imposons le plan des travailleurs.

Arlette LAGUILLER.

Trois appelés morts en manœuvres

Dans la nuit du 4 au 5 octobre, trois appelés du contingent, âgés de 18 à 19 ans, ont trouvé la mort en sautant en parachute, noyés.

Le site, nous dit-on, avait pourtant été repéré et photographié. Mais de violents orages avaient remis en eau, la veille du largage, un étang qui est sec en temps ordinaire.

Les trois appelés, empêtrés dans leur barda, alourdis par les armes et l'équipement, dans l'impossibilité de s'en dégager, sont morts noyés.

Cela paraît absurde, révoltant. Mais c'est pourtant bien dans la logique du service militaire et de l'armée, où des jeunes appelés

doivent subir la hargne de chefs imbéciles ou sadiques, où les manœuvres ne sont pas tant conçues pour leur apprendre sur le terrain le maniement des armes ou la technique du parachute que pour leur en faire « baver ».

Il pleut, le vent souffle en tempête : qu'importe ! Et si trois d'entre eux sur les cinquante, moins habiles ou moins chanceux, en meurent, c'est un accident regrettable. Mais les manœuvres n'en continueront pas moins, sous les ordres des mêmes chefs imbéciles qui continueront à commander de sauter, puisque sur la carte d'état-major il n'y a pas d'étang d'indiqué.

C.B.

VILLEPARISIS :

Des tabasseurs... qui se voudraient intouchables

Le syndicat des policiers en tenue s'élève contre une campagne « calomnieuse » accusant des gardiens de la paix de Villeparisis de s'être livrés le 25 septembre dernier à des brutalités envers un collégien de 16 ans, « auteur d'infractions au Code de la circulation routière ».

Au commissariat de Villeparisis, on reconnaît certes que les

deux gardiens de la paix « ont dû employer la coercition », car le jeune Gilles refusait de monter dans le véhicule de la police et que cela lui a occasionné une chute et un hématome.

Le commissariat reconnaît aussi que Gilles a dû subir des soins ; mais qu'il n'a pas été hospitalisé. Faire une histoire pour si peu, pauvres flics ! On leur en veut,

c'est sûr !

Si maintenant ils ne peuvent même plus tabasser tranquillement un jeune sans que la population s'émue, sans que les camarades de celui-ci fassent grève dans leur CET et que la presse s'empare de l'information !

La calomnie a décidément un nouvel air. Quant aux flics, eux, ils n'en manquent pas.

Pour la huitième fois en quatre mois :

Des morts dans l'incendie d'un hôtel pour immigrés

Mercredi 29 septembre, vers 23 heures, pour la huitième fois en quatre mois, un immeuble habité par des travailleurs immigrés a brûlé à Paris, cette fois au 36 de la rue Blondel, dans le deuxième arrondissement.

Plus d'une semaine après le drame, les causes du sinistre ne sont toujours pas connues officiellement. Il est vrai qu'il ne faut pas trop compter sur la police, qui se préoccupe beaucoup plus de rafler les immigrés dans le métro que de chercher à déterminer quelle est la cause de cette succession d'incendies dont sont victimes des hôtels où logent des travailleurs émigrés. Car, encore une fois, les origines de l'incendie sont suspectes. Et ceux qui logent dans ces hôtels ont bien des raisons de penser qu'il peut s'agir d'incendies criminels.

Le feu a pris dans les poubelles et s'est rapidement étendu aux escaliers et, de là, à l'ensemble de l'immeuble, vétuste et dépourvu de toute mesure de sécurité, comme le sont souvent les logements que réserve cette société aux travailleurs immigrés.

Ce fut immédiatement la panique. Deux femmes se jetèrent dans le vide et furent blessées.

Un travailleur africain de 30 ans et sa compagne tentèrent de s'échapper par la cage d'escalier mais, bloqués dans

un réduit, ils périrent asphyxiés.

La presse, à la suite de ce drame, a insinué que, s'ils étaient morts, c'était parce qu'ils n'avaient pas respecté

les consignes de sécurité. Comme si on pouvait parler de sécurité dans ces taudis qui flambent à la moindre étincelle !

Une des victimes de l'incendie, Moussa Diora, travaillait à l'entreprise S.E.V., où l'émotion était grande au lendemain de sa mort. Un des camarades de travail de Moussa Diora, qui avait lui-même habité dans l'hôtel incendié, témoigne :

« Tu as habité au 36, rue Blondel ?

— Oui, de 1973 à mars 1976. J'ai cherché un logement. Je ne voulais plus habiter dans un foyer parce que, dans les foyers, on n'est pas libre. Je ne peux pas dormir parce qu'on est cinq, six ou même plus dans une chambre. Des camarades qui travaillent à des heures différentes. Pas question de vivre avec une femme dans les foyers. Pour ces raisons, j'ai cherché un logement. Mais, pour un immigré, surtout pour un Africain, il est très difficile de trouver un logement. La plupart des propriétaires n'aiment pas louer à des gens de couleur.

— Peux-tu parler du logement, rue Blondel ?

— Le logement consiste en une chambre, plutôt petite. Souvent il n'y a que la place d'un lit, d'une table et d'une

armoire. Il y a une petite place pour faire la cuisine et, en plus, des toilettes avec une douche. Le bâtiment était assez vieux, un ancien hôtel de passe qui a été transformé en « appartements », si l'on peut appeler ça comme ça. Les escaliers et les couloirs étaient très étroits, en plein délabrement et insalubres. Et, pour cela, le propriétaire demandait 500 francs, plus 130 francs de charges, 630 francs au total. C'était trop cher et c'est pour ça que je suis retourné au foyer.

— Y avait-il des mesures de sécurité contre l'incendie ?

— Non, il n'y en avait pas. D'ailleurs, plusieurs fois, nous avons demandé au propriétaire des mesures de sécurité. Mais il n'a jamais rien fait.

— Penses-tu qu'il s'agit d'un incendie criminel ?

— Bien sûr. C'est déjà la huitième de la série. »

Giscard en chasse de contrats en Iran :

L'argent n'a pas d'odeur, pas même celle du sang

■ C'est dans un étalage indécent de luxe que se déroule le voyage de Giscard et de sa suite en Iran. Attendu à l'aéroport de Téhéran par le carrosse impérial attelé de six chevaux gris pommelé, montés par des piqueurs en redingote chamarrée rouge et or, Giscard fut traité comme s'il était l'héritier du Roi Soleil. Rien ne manquait au spectacle, y compris les milliers de petits écoliers à qui l'on avait appris pour la circonstance à crier à pleins poumons « Vive Giscard » et qui agitaient sur son passage des petits drapeaux tricolores. Et, si le maire de Téhéran lui remit à son arrivée dans la ville des clefs, ce ne sont pas bien sûr celles des prisons, qui regorgent de prisonniers politiques. En effet, en Iran, une récente juridiction militaire permet de jeter en prison pour la vie et même de condamner à mort tous les oppo-

sants au régime. C'est ainsi que quelque 10.000 prisonniers politiques croupissent dans les prisons du chah, alors que depuis cinq ans, 600 autres ont été exécutés.

C'est au chef de ce régime sanglant, qui rivalise avec le Chili pour l'ampleur et la brutalité de la répression, que Giscard est allé rendre visite. Lui qui voudrait jouer les intellectuels distingués représentant et défenseur des soi-disant valeurs occidentales, il n'a pas eu honte de chanter les louanges de ce sinistre personnage.

Il est vrai que ces considérations sont vraiment sans importance lorsqu'il s'agit des gros sous des amis de MM. François Ceyrac et Ambroise Roux !

Pour Giscard, commis voyageur des patrons français, l'argent n'a pas d'odeur.

Sylvie FREJUS.

Italie :

Le PCI derrière le gouvernement chrétien-démocrate, contre la classe ouvrière

■ Vendredi 1^{er} octobre, le gouvernement Andreotti adoptait une série de mesures pour faire face à l'inflation :

Hausse du taux de l'escompte (qui passe de 12 % à 15 %), surtaxe de 10 % sur les achats de devises, mesures sur les importations, annonce de la hausse prochaine des tarifs publics (postes, transports, électricité), augmentations des pâtes, des cigarettes et des produits pétroliers, nouvelle vignette automobile.

Comme on le voit, la note est salée. De quoi soulever les réactions de la classe ouvrière italienne... Mais, heureusement pour Andreotti et son gouvernement minoritaire, heureusement pour la bourgeoisie italienne qui peut dormir sur son magot, les partis et les syndicats qui se réclament de la classe ouvrière sont là pour veiller au grain.

Or, bien sûr, ils maintiennent une grève générale le 7 octobre sur « la relance des investissements et la défense de l'emploi ». Mais ils appuient de tout leur poids le plan d'austérité, aidant le gouvernement à faire passer ce nouveau tour de vis.

G. Amendola, un des principaux leaders communistes, lance cet appel :

« Il faut que des millions d'hommes et de femmes arrivent à se

convaincre, à travers leur expérience personnelle, de la nécessité de lutter contre l'inflation. Et pour cela il faut orienter les comportements personnels pour que se créent une volonté politique et une autodiscipline de travail et d'économie ». Pour G. Amendola, pour gagner cette lutte contre l'inflation, « il faut une action coordonnée de toutes les forces démocratiques. Dans les plates-formes revendicatives des syndicats, dit-il, le danger de l'inflation n'a pas toujours attiré l'attention nécessaire ». Sa conclusion : aujourd'hui, « l'important est que les partis et les syndicats travaillent dans la même direction ».

Et c'est le cas, car ils ont tous, d'une manière ou d'une autre, accepté de donner leur appui au gouvernement Andreotti pour son plan anti-ouvrier, se bornant à réclamer qu'il soit soumis au Parlement avant adoption.

En clair, le PCI met tout son poids dans la balance pour aider le patronat italien à surmonter la crise, sur le dos de la classe ouvrière. Peu exigeant, il le fait avant même d'avoir le moindre poste ministériel. Avis à ceux qui, en France, mettent leurs espoirs dans la politique proposée par le Parti Communiste Français.

Louis GUILBERT.

Qu'est-ce qui fait courir Guy Drut ?

■ « J'abandonne le sport, il est pourri. » C'est Guy Drut qui parle, et il ajoute : « Il faut que cela se sache, tous les coureurs amateurs touchent des enveloppes ».

Ce sursaut de franchise vient bien tardivement, et comme par hasard à un moment où des firmes commerciales américaines ont offert au champion olympique de devenir un homme d'affaire. « Il y aura peut-être bientôt une collection de vêtements Drut, un parfum Drut », a annoncé l'intéressé.

Guy Drut, soi-disant écœuré par le faux-amateurisme, a tout de même supporté cette hypocrisie jusqu'aux Jeux Olympiques. Mais maintenant qu'il a obtenu la médaille d'or, il a quelque chose à monnayer et peut donc enfin être franc. Il pourrait l'être jusqu'au bout et dire que le podium olympique lui a servi de tremplin publicitaire, au point qu'il peut maintenant voler de ses propres ailes et délaissier joyeusement les petites « enveloppes » pour tenter de toucher le gros paquet.

Yvette BLONDIN.



Une prestation « sportive » improvisée de Guy Drut à l'occasion du décatlon international de Bordeaux. Comme on voit, l'amateur Drut était bien préparé pour devenir un professionnel... de la publicité. (A.F.P.)

Elections allemandes :

Ceux qui les ont gagnées, et ceux qui n'avaient rien à y gagner

La coalition SPD-Libéraux, qui était jusqu'alors au gouvernement en République fédérale allemande, a toutes les chances d'y rester après les élections générales du dimanche 3 octobre.

La coalition reste majoritaire au Bundestag, avec 252 sièges de députés et 50,5 % des voix, contre 244 sièges et 48,6 % des voix à l'« opposition » chrétienne-démocrate.

Mais les vainqueurs ont perdu... des voix et des sièges par rapport aux résultats de la dernière consultation électorale de 1972. Le SPD et le FDP (libéraux) ont perdu respectivement 3,2 % des voix et 17 sièges pour le premier, 0,5 % des voix et 2 sièges pour le second. Tandis que les vaincus ont... gagné 3,7 % des voix et 19 sièges.

A peu de choses près les uns ont perdu ce que les autres ont gagné. Bien sûr, en France, les hommes politiques et les commentateurs de droite, faisant feu de tout bois contre la gauche, se sont faits forts de remarquer que « l'égalitarisme rouge » était en perte de vitesse sur « le libéralisme humaniste »... à défaut de

pouvoir se rengorger d'une victoire de la Démocratie Chrétienne.

Giscard, pas si sectaire, a félicité chaleureusement « son cher Helmut ». « Son cher Helmut » peut tout aussi bien être Schmidt que Kohl car, de fait, il ne s'est agi en aucune façon, dans ces élections, d'une confrontation entre le socialisme égalitariste et le libéralisme bourgeois. Seuls les hommes de droite les plus bêtes ou les plus démagogues l'affirment. Il s'est agi, ni plus ni moins, du choix entre deux équipes gouvernementales prêtes, l'une comme l'autre, à appliquer la même politique.

Car c'est bien cela le rôle du parlementarisme bourgeois : organiser des élections, faire croire aux masses populaires que cela a une quelconque importance de choisir une équipe de politiciens bourgeois plutôt qu'une autre. Et la relève est là, faisant fonction de soupape de sécurité : quand une équipe s'est usée au pouvoir — et tous les politiciens s'usent puisqu'ils se font élire sur des promesses jamais tenues — une autre lui succède.

Michelle VERDIER.

ROLPH POHLE LIVRE PAR LA GRECE A LA JUSTICE ALLEMANDE

La Grèce vient de remettre aux autorités ouest-allemandes le militant d'extrême-gauche Rolf Pohle, condamné en 1974 à six ans de prison par un tribunal de Munich pour avoir fourni des armes à la Fraction Armée Rouge (le groupe Baader-Meinhof).

Les autorités grecques, qui retenaient Rolf Pohle en prison depuis le mois de juillet avait rejeté la demande d'extradition faite par la République fédérale allemande.

Mais le chancelier Schmidt est intervenu en personne auprès de M. Caramanlis pour obtenir l'extradition de Pohle. Et le gouvernement grec a cédé. Il n'ignore pourtant pas quel sort

peut être réservé à Rolf Pohle dans les geôles d'Allemagne fédérale. On y pratique des tortures dites modernes, telles que l'isolement sensoriel et l'absence totale de tout contact humain. La folie, la mort lente guettent les prisonniers. Trois membres du groupe Baader, dont Ulrike Meinhof, ont déjà trouvé la mort en prison.

La Grèce comme l'Allemagne se targuent d'être des pays libres et démocratiques, au nom des grands principes, mais se conduisent en brigands, comme le dit la chanson, au nom des grands sentiments.

Hélène DURY.



Turquie

Répression et manœuvres de politiciens face à la combativité ouvrière

C'est le 11 octobre que devrait prendre fin la procédure d'exception que constitue la Cour de sûreté de l'Etat mise en place après l'intervention des militaires de 1971. Mais le gouvernement Demirel, qui est une coalition de la droite religieuse de Erbakan et de l'extrême-droite de Turkes, veut à tout prix maintenir cette sorte d'état de siège permanent que permettent ces procédures d'exception.

Le 17 septembre dernier le syndicat DISK, proche du Parti Républicain du Peuple (le grand parti d'opposition dirigé par Ecevit) et qui regroupe la majorité des travailleurs syndiqués, lançait un mot d'ordre de grève générale contre le pouvoir du Front National de Demirel et pour la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat. La grève fut suivie et 300.000 travailleurs ont, selon les organisateurs, participé à ce mouvement qui dura trois jours.

Le gouvernement a riposté en arrêtant le 23 septembre plusieurs centaines de travailleurs et des dirigeants syndicaux. Ces derniers et une partie des travailleurs furent li-

bérés 24 heures plus tard. Mais la direction du DISK s'empressait de reculer. Car si les politiciens de l'opposition recherchent parfois le soutien des travailleurs dans leur lutte contre Demirel, ce sont avant tout des légalistes respectueux de l'ordre rétabli. La direction du DISK s'est retirée du jeu en ordonnant aux travailleurs de poursuivre entreprise par entreprise. Le mouvement décapité s'est arrêté. Devant ce recul, patronat et gouvernement se sont sentis les mains libres pour se mettre à licencier par milliers les travailleurs combattifs. Le syndicat patronal a déclaré ouvertement qu'il était en train de constituer un fichier central de tous les travailleurs ayant participé activement au mouvement, que cette liste serait distribuée à tous les patrons et que tous les travailleurs qui y figurent seront licenciés si ce n'est pas déjà chose faite et ils ne seront réembauchés nulle part.

Mais la classe ouvrière ne se laisse pas faire. Le 30 septembre dernier, ce sont de véritables batailles rangées qui ont eu lieu entre les forces de

l'ordre et les 4.000 travailleurs de l'usine de Profilo (à Istanbul) qui occupaient leur usine pour protester contre le licenciement de 18 d'entre eux. La police a tiré sur les travailleurs, faisant un mort et plusieurs dizaines de blessés. Plusieurs centaines de travailleurs sont arrêtés, un certain nombre sont torturés. A Izmir, aux raffineries de Aliaga, 1.150 travailleurs sont licenciés, l'usine est occupée par des commandos fascistes embauchés récemment.

Le 1^{er} octobre, pour avoir soutenu les éboueurs en grève, Dakolay, le maire élu d'Ankara, est destitué par le ministre de l'Intérieur qui invoque pour ce faire une loi datant de l'empire ottoman. Le même jour TOB-DER, l'Union des Associations d'instituteurs, était interdite sous prétexte qu'elle faisait de la politique.

L'opposition dirigée par Ecevit est sans doute prête à accepter les règles du jeu tracées par Demirel. La classe ouvrière, elle, est résolue à se battre. Tout le problème pour elle est de trouver une voie propre qui ne mette pas sa combativité au service de gens comme Ecevit.

Portugal

Vers une deuxième centrale syndicale ?

Le gouvernement de Mario Soares va demander à l'assemblée de la République d'abroger le décret-loi sur « l'unicité syndicale ».

Ce décret, adopté au début de l'année 1975, avait assuré le monopole syndical à l'Intersyndicale bureaucratiquement contrôlée par le Parti Communiste Portugais.

En fait, il s'agissait d'un cadeau accordé au PCP par les militaires radicaux du MFA alors au pouvoir, qui recherchait et un interlocuteur responsable et un soutien dans la classe ouvrière.

Depuis, la situation politique et le rapport de forces dans la classe ouvrière ont changé. Les socialistes ont peu à peu conquis une place prépondérante dans de larges secteurs syndicaux. Et ils contestent la représentativité de la direction communiste de l'Intersyndicale.

Pour le Parti Socialiste, sur le plan syndical, deux possibilités se présentaient. Soit demeurer dans l'Intersyndicale mais imposer au PCP un partage des postes, voire une place prépondérante dans sa direction. Soit exi-

ger la fin du monopole syndical et créer une confédération contrôlée par les militants socialistes, qui deviendrait directement concurrente de l'Intersyndicale. Dans les deux cas, il s'agit pour le Parti Socialiste d'enlever au Parti Communiste les places qu'il avait acquises avec la bénédiction de l'aile radicale du MFA et de l'isoler un peu plus.

La décision que vient de prendre Soares n'implique pas forcément qu'on va assister dans l'immédiat à l'éclosion du mouvement syndical. La négociation entre syndicats contrôlés par le PCP et syndicats contrôlés par le PS va sans doute se poursuivre. Mais le Parti Socialiste se donne les moyens de constituer sa propre centrale syndicale. Et on peut être certain qu'il prendra sa décision en ne se souciant pas plus de l'unité des travailleurs que le PCP ne s'était soucié, au lendemain de la légalisation de l'Intersyndicale, de la démocratie ouvrière.

Jacques LENOIR.

lu avec intérêt... lu avec intérêt...

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

La répression en Pologne contre les grévistes d'URSUS

Rouge du 6 octobre publie des extraits du communiqué d'un « Comité de défense des travailleurs », dont il avait signalé antérieurement l'apparition à Varsovie. Ce communiqué fait le point sur la situation de ceux qui sont encore en prison à la suite des grèves du 25 juin dernier, grèves qui avaient fait reculer le gouvernement polonais sur son projet d'augmenter les prix des produits de consommation courante.

« On suppose que dans la prison de Bialystok il y avait à peu près 1100 travailleurs de Radom. Il y a là-bas 45 cellules, dans chacune il y avait au minimum 25 travailleurs. Il est probable que, dans les prisons de la région de Lublin, des travailleurs ont aussi été incarcérés. Actuellement, nous sommes en contact avec 70 personnes et nous venons en aide à 30 familles. Parmi ces personnes sur lesquelles nous avons des informations, 13 ont été condamnées par les tribunaux correctionnels (jusqu'à trois mois de prison et une amende), 44 ont été condamnées par les tribunaux de première instance, à plus d'un an de prison. Sept sont encore en prison sans avoir encore été jugées.

Des bruits non vérifiés courent, selon lesquels cinq personnes auraient été tuées en relation avec les événements du 25 juin.

Les noms et les conditions de la mort de deux d'entre elles sont connues. (...)

Parmi les 70 personnes connues, toutes ont été battues, et à vrai dire torturées (certains ont dû traverser à quatre reprises une haie de flics qui les matraquaient). Des six, on sait qu'ils ont passé un temps assez long dans l'hôpital de la prison. Parmi les 57 condamnés, dix ont été condamnés d'atteinte à la propriété, 42

pour avoir agressé des policiers, pour troubles de l'ordre public, pour avoir mis le feu au comité régional du Parti, etc.

Au moins cinq personnes ont été jugées deux fois par la même instance, pour les mêmes faits et avec les mêmes témoins d'accusation. La première n'ayant pas été cassée, et sans en tenir compte, le tribunal rendait un jugement pour la deuxième fois. »

Par ailleurs, la violence policière se déchaîne contre ceux qui voulaient participer à des procès de grévistes pour apporter le soutien de leur présence.

« Par deux fois, les 16 et 23 septembre, un groupe de jeunes de Varsovie s'est rendu à Radom pour assister aux procès publics contre les accusés du 25 juin. C'était : Ludwik Dorn, Zofia Krajewska, Jan Tomasz Lipski, Antoni Macierewicz, Stanislaw Puzyrna, Zofia Winawer.

A la fin du procès, lorsqu'ils sont sortis de la salle du tribunal, aux environs de 15 h, un groupe de miliciens dirigés par un fonctionnaire des organes de sécurité, le lieutenant Lech Kaminski, les a arrêtés. On leur a passé les menottes et on les a tous emmenés à la direction de la milice départementale de Radom »

Après avoir relaté les violences subies pendant l'interrogatoire, le communiqué fait état d'un autre cas similaire.

« Une semaine après, le 23. 09, L. Dorn, G. Jarglarska, A. Macierewicz et M. Tomezik se sont rendus au tribunal régional de la ville de Radom. Ils ont été suivis par le lieutenant Prusek et, aux environs de 14 h 30, ils ont été arrêtés et amenés à la direction départementale de la milice. Là, on a tenté de leur faire subir un interrogatoire. »

Libération

Un déserteur de la Légion témoigne

Libération du 4 octobre relate comment trois légionnaires déserteurs ont été arrêtés en Corse par la population et remis à la police.

Après avoir affirmé que « demander le départ ou la dissolution de la Légion et s'y attaquer militairement paraît évidemment justifié », Libération ajoute cependant que dénoncer à la police un légionnaire déserteur « est pour le moins suspect en Corse comme ailleurs ».

Comme pour illustrer cette idée, sur la même page de Libération, un ex-légionnaire explique comment et pourquoi à deux reprises il a tenté de s'évader.

« Au cours de l'entraînement, souvent on voyait un caporal, ou un sergent frapper un type parce qu'il ne comprenait pas ce qu'il fallait faire ou simplement qu'il ne savait pas le français. J'étais tellement écœuré qu'un jour j'ai voulu me débarrasser de tout ça. »

Il tente de désertir, mais il est repris :

« Tabassage et de l'eau glacée dessus pendant plus d'une heure. Puis la prison, seul, pendant trois jours. De la bouffe, mais très peu. Après avoir vu le capitaine et le commandant, j'ai eu droit à 20 jours d'arrêts. On ne me maltraitait plus, mais on me donna un travail dur et sale : creuser des trous à travers les rochers et les déplacer comme ça, sans raison apparente. Il fallait faire, c'est ce qu'ils racontaient, « comme la gymnastique ». On ne pouvait presque pas marcher. Tout le temps il fallait courir. Même si on portait d'énormes sacs de sable mouillé ou d'outils. Souvent je revenais les

maines en sang, à force de casser des roches à coup de pioche. Les pieds aussi, à cause des bottes et des chaînes. Des bottes sans lacets qui nous mutilaient. »

Nouvelle tentative d'évasion manquée :

« Le lendemain, on nous ramenait au camp de la Légion. Avec des cordes au cou et aux pieds, on nous a foutus à l'arrière d'un camion, avec six gardes de la Légion et un sergent. Arrivés à Bonifacio, les PM nous attendaient à la porte, l'oeil pétillant. « Hello Johnny » me lança le sergent en me frappant au visage. On nous a remis en cellule, avec juste un slip sur le corps. A chaque fois que la porte s'ouvrait, on devait dire son nom, sa durée de service. Le PM vérifiait. »

C'est l'interrogatoire sous les coups, la torture. Johnny doit rester des heures, debout, nu dans le froid, avec un sac de sable de 40 kg sur le dos.

Pendant deux mois ce sont les travaux forcés, chaînes aux pieds, à casser des cailloux, les tortures continuent :

« A 17 h 30, on avait ce qu'ils appelaient « du sport » : avec les chaînes et 40 kg de sable et de caillasse sur le dos, on nous faisait courir 30 à 40 minutes. L'Allemand qui était avec moi en pleurait la nuit. Il voulait se tuer ! »

Puis le légionnaire relate pour conclure :

« Je pourrais continuer comme ça indéfiniment. Mais ça suffit pour voir ce qu'on a vécu entre leurs mains. Je sais parfaitement que je m'expose à nouveau à la prison, que des hommes s'exposent à la mort en prenant cette position. Mais je ne peux plus assister à tout ça en silence. »

Nous avons reçu de Combat Communiste le communiqué suivant :

Halte aux violences de l'OCI

Vendredi 1^{er} octobre, à l'entrée d'un meeting de l'OCI, quatre militants de « Combat Communiste » ont été agressés et frappés alors qu'ils tentaient d'empêcher le service d'ordre de l'OCI de tabasser des militants de la LIRQUI, groupe exclu de l'OCI.

Nous tenons à protester fermement contre les méthodes de gangsters qu'utilise l'OCI contre les militants de la LIRQUI (et qu'elle a employées en d'autres temps aussi contre d'autres organisations d'extrême gauche comme « La Cause du Peuple », la LCR, etc.) et contre ceux qui n'admettent pas qu'elle fasse la police au sein du mouvement révolutionnaire.

Nous nous associons bien entendu aux protestations contre de telles méthodes, qui doivent être bannies des rangs du mouvement révolutionnaire.

Politique-hebdo nouvelle formule

Politique Hebdo devait sortir sur une nouvelle formule avec un contenu et une présentation enrichis. Mais ses lecteurs n'ont pu avoir leur hebdo lundi matin dans les kiosques car ils ont eu quelques difficultés techniques dont Rouge — c'est l'imprimerie de Rouge qui tire la nouvelle formule de PH — nous informe dans son numéro 169 du 4-10-76.

« La nouvelle formule de PH devait être dans tous les kiosques dès lundi. Malheureusement, les trois types de papiers fournis pour la nouvelle formule se sont révélés incompatibles avec une impression sur rotative offset. Tous les spécialistes consultés ont été unanimes : ce n'est guère possible. Les difficultés propres à une impression en trichromie ont compliqué la situation. L'équipe de l'imprimerie de Rouge aura tout fait pour sauver la nouvelle formule de PH : mais elle n'a pas pu corriger la qualité du papier. »

N° 27 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

rouge

MERCREDI 14 AVRIL 1976

L'extrême-gauche aux élections allemandes

Rouge du 5 octobre, après avoir commenté les élections allemandes, fait état des résultats obtenus par l'organisation trotskyste GIM.

« Les résultats des organisations de gauche et d'extrême-gauche sont assez faibles, mais dans certaines régions ils prennent une signification politique claire. Nos camarades du GIM (Groupe Marxiste Internationaliste, section allemande de la IV^e Internationale) qui ne se présentait que dans

me-gauche sont assez faibles, mais dans certaines régions ils prennent une signification politique claire. Nos camarades du GIM (Groupe Marxiste Internationaliste, section allemande de la IV^e Internationale) qui ne se présentait que dans

douze circonscriptions, ont reçu 6 000 votes mais venant après les organisations maoïstes. Dans le Baden Wurtemberg, par exemple, où l'organisation centriste KBW (Ligue Communiste d'Allemagne) a obtenu 3 000 voix, le GIM en a recueilli 2 100. A Tübingen, avec 510 voix, le GIM est la première force de gauche, avant le Parti Communiste. Malgré la faiblesse des résultats, nos camarades estiment avoir fait d'importants gains politiques grâce à leur campagne. Selon le système électoral allemand, le vote se fait en deux temps sur le mé-

me bulletin : la moitié des députés sont élus par vote nominal direct et l'autre moitié est choisie à la proportionnelle des voix obtenues par les listes de partis. Contrairement aux organisations centristes et maoïstes on note une forte différence, pour le GIM, entre les résultats du premier et du second vote : ainsi nombre d'électeurs qui ont voté pour le SPD au second vote ont porté leurs voix sur le candidat trotskyste au premier, marquant ainsi leur défiance par rapport à la politique du Parti Social-Démocrate. »

dossier

Irlande :

l'impasse du nationalisme



Depuis ce mois d'octobre 1968 où une marche pacifique pour les droits civiques, organisée par les catholiques dans la ville de Derry, était durement réprimée, l'Irlande du Nord n'a pratiquement pas connu la paix. Le temps est certes passé des grandes émeutes des ghettos catholiques, comme celui du Bogside, à Derry, qui virent la population combattre la police officielle de l'Irlande du Nord, puis l'armée britannique elle-même. La principale organisation qui prit la tête de cette lutte, l'IRA Provisoire, n'est plus portée par le soulèvement populaire des années 1969-72. Mais elle n'en continue pas moins une politique d'attentats. Explosions, attaques diverses continuent de ponctuer la vie quotidienne des habitants. En face, la répression ne faiblit pas.

Il n'est pas de famille catholique en Irlande du Nord qui ne soit marquée dans un ou plusieurs de ses membres par la répression britannique ou les assassinats dus à l'un ou l'autre des groupes para-militaires « loyalistes ».

Il n'est guère de famille protestante qui ne soit marquée — bien qu'à un moindre degré — elle aussi, par l'état de guerre et le terrorisme.

Cela seul suffirait à expliquer que les « marches pour la paix » organisées en Irlande depuis quelques mois rencontrent un certain succès auprès d'une population lasse de souffrir et de vivre dans une tension permanente. Mais ces initiatives, soutenues aussi bien par le pape que par la hiérarchie protestante, n'ont pas la spontanéité que la presse a bien voulu leur prêter. Elles servent trop bien la politique actuellement menée par le pouvoir britannique pour qu'on s'y trompe. Ces démonstrations pacifistes s'inscrivent dans un contexte politique qui voit l'Angleterre chercher à se dégager du guépier de l'Irlande du Nord, par une nouvelle tentative de « partage

des pouvoirs » entre petites-bourgeoisies protestante et catholique, perspective qui exige l'isolement de l'IRA. Le parti politique (le SDLP) qui représente une partie de la petite-bourgeoisie catholique est prêt, pour sa part, à jouer le jeu. Mais cette politique se heurte à deux obstacles. D'une part, certains politiciens, représentant la population protestante, bloquent toute perspective précise en ce sens. D'autre part, il faudrait dans cette optique réduire l'IRA, l'isoler de la population catholique, l'amener de gré ou de force à déposer les armes.

Certes, la politique menée par les organisations nationalistes est une politique sans issue, substituant les actions terroristes à toute autre forme d'intervention.

L'IRA n'a jamais mené une politique révolutionnaire prolétarienne, si peu que ce fût. Mais lorsque le mouvement de masse la portait, sa pratique de la lutte armée s'identifiait à la nécessité de l'auto-défense des quartiers où vit la population catholique. Et elle était indispensable, même si elle ne pouvait suffire à offrir aux sacrifices de la population une perspective positive. Dans la période actuelle, cependant, cette pratique ne traduit plus que l'impatience et le désespoir devant l'impasse totale dans laquelle s'est engagée la lutte en Irlande du Nord.

Cela explique qu'une partie de la population puisse être lasse de tout cela et qu'on voie même un parti comme le SDLP progresser sur le plan électoral dans la population catholique.

Mais si la Grande Bretagne parvenait à son but, si l'armée britannique pouvait se retirer, les tâches de maintien de l'ordre reviendraient comme avant 1969 aux forces de polices locales, presque exclusivement recrutées parmi les protestants, et encore plus

probablement aux nombreuses formations para-militaires qui ont proliféré sur le sol de l'Irlande du Nord ces dernières années. La masse des catholiques subirait toujours l'oppression. Et les conditions qui ont donné naissance à la révolte, qui expliquent l'existence et l'impact de l'IRA et de sa politique terroriste, seraient maintenues, ne pouvant manquer à brève ou longue échéance de rallumer la révolte — c'est ce qui se passe depuis 50 ans.

Le renouvellement périodique des explosions en Irlande du Nord illustre à la fois le refus de la population travailleuse irlandaise d'accepter l'oppression, et l'impasse de la politique nationaliste. Celle-ci se résume dans ce seul mot d'ordre : « les Anglais hors d'Irlande ». Les Anglais sont toujours là mais, quand même ils n'y seraient pas militairement, la domination de l'impérialisme n'en demeurerait pas moins. La proximité d'une République d'Irlande, formellement indépendante mais en fait sous la botte de la Grande-Bretagne, pauvre, en proie au chômage et à la crise, permet de se rendre compte que ce que les travailleurs catholiques pourraient avoir à y gagner n'est pas le paradis.

Lier le combat des travailleurs irlandais à travers toute l'île n'est certes pas une mince affaire. Deux Etats et une frontière, deux religions exacerbées, séparées par un gouffre de haine et de violence, sont là pour le diviser, l'affaiblir, l'empêcher de s'unifier.

En implantant ses colons dans l'Irlande conquise dans le passé, en exploitant les rivalités religieuses et en les attisant, en partageant ce petit pays en deux plus petits encore, l'impérialisme britannique a fait de l'Irlande presque le symbole de sa politique de « diviser pour régner ». Il n'y a que trop bien réussi jusqu'à présent.

La conquête anglaise : sous le drapeau de la religion

L'Angleterre mit le pied en Irlande dès le XII^e siècle, mais la conquête du pays date du XVII^e siècle. Non seulement tous les biens de l'Eglise catholique furent confisqués, mais les Irlandais furent chassés des bonnes terres au profit des colons anglais, ou écossais comme en Ulster. L'oppression étrangère et l'oppression religieuse allaient de pair. Le paysan irlandais dut payer la dîme à une Eglise qui n'était pas la sienne.

C'est au nom de la « justice divine » que Cromwell écrasa brutalement la « grande rébellion » en 1649 et acheva en 1652 la confiscation des terres des « papistes ». A l'époque, sur 5 millions et demi d'hectares, les catholiques n'ont gardé que huit ou neuf cent mille hectares de mauvaises terres.

Guillaume d'Orange, après avoir écrasé une nouvelle révolte des catholiques, consolida cette colonisation de l'Irlande au travers de ce que l'on a appelé les « lois pénales » contre les catholiques. Elles interdisaient par exemple à tout catholique de voter, d'être membre de l'appareil d'Etat, d'acheter une terre, d'en hériter ou de léguer son domaine...

En même temps, le gouvernement de Londres s'attaqua au commerce et à l'industrie naissante. Il fut interdit aux Irlandais d'exporter leurs matières premières ou leur production ailleurs qu'en Grande-Bretagne, où tous ces produits étaient frappés de lourdes taxes. Il leur fut interdit aussi d'avoir leur propre marine et ils durent payer le fret sur les bateaux anglais.

En fait, l'Irlande se voyait dès le XVIII^e siècle interdire tout développement économique. D'autant plus que l'Acte d'Union de 1801 la rendait sans défense devant l'industrie britannique, qui élimina toutes les industries irlandaises concurrentes.

Et pendant tout le XIX^e siècle, l'Irlande servit de réserve de main-d'œuvre pour l'industrie anglaise. Au début du XIX^e siècle, plus de la moitié de la population agricole était au chômage pendant plus de la moitié de l'année.

Dans ces conditions, la maladie de la pomme de terre, en 1847, prit l'ampleur d'une véritable catastrophe, qui fit perdre à l'Irlande deux millions d'habitants en quatre ans. La pomme de terre étant, avec le petit lait, l'unique nourriture des fermiers, près d'un million de personnes moururent de faim. A peu près autant quittèrent l'Irlande pour échapper à la famine, sur des bateaux baptisés « cercueils flottants » car beaucoup moururent pendant la traversée. C'est le début d'une émigration ininterrompue pendant près d'un siècle, véritable hémarragie humaine dont l'Irlande ne s'est pas encore remise aujourd'hui.

Pendant ce temps, les expulsions des fermiers incapables de payer leurs fermages continuaient, de même que les impôts continuaient à être perçus ! Les quantités importantes de grains, de bétail, de lait produites pendant cette période ont continué à être exportées vers l'Angleterre !

Les Irlandais disaient : « Dieu nous a envoyé la maladie de la pomme de terre, mais ce sont les Anglais qui nous ont envoyé la famine ».

Historiquement, le fait qu'ils fussent « papistes » a servi aux possédants anglais de prétexte pour asservir la plus grande partie des Irlandais.

La classe dominante qui s'est petit à petit édifiée sur place s'est identifiée pendant longtemps à la religion protestante qui avait fourni leurs étendards aux troupes qui l'avaient introduite en Irlande. Pour maintenir ses privilèges, elle a su par la suite jouer de la division religieuse. Pour le capitalisme naissant, qui n'en était plus pour sa part aux guerres de religions, celle-ci devint cependant un précieux instrument de domination. Dès la conquête, la différence de religion était une source d'avantages économiques pour les protestants. Mais à l'ère du capitalisme, miser dessus, l'attiser, devint une politique délibérée.

dossier

IRLANDE

la plus vieille co

Le mouvement nationaliste

DES FENIANS...

● La première révolte républicaine en Irlande eut lieu dans les années 1795-1798, inspirée par des protestants, enthousiasmés par les idées de la Révolution française. Les « Irlandais Unis » de Wolfe Tone voulaient souligner la solidarité des Irlandais des deux confessions. Ils furent massacrés par les troupes britanniques. La Couronne et avec elle la bourgeoisie protestante implantée en Irlande purent respirer.

Lorsqu'au XIX^e siècle le mouvement nationaliste s'est développé, en même temps qu'une petite-bourgeoisie irlandaise catholique, nationalisme et catholicisme se sont trouvés étroitement liés désormais.

Alors qu'au sein de la paysannerie, une guerre agraire se livrait tout au long du siècle, les mouvements de révoltes de la petite-bourgeoisie urbaine explosaient en insurrections qui toutes furent héroïques et toutes échouèrent.

Le soulèvement le plus marquant peut-être eut lieu en 1867, à l'initiative d'un mouvement qui venait de se constituer, le mouvement Fenian. Composé d'intellectuels, organisé en société secrète, il tirait son nom des Fianna, anciens guerriers gaëls. Il inaugura la tradition dite de la Force Physique, c'est-à-dire celle de la violence et de la lutte armée, dans le mouvement nationaliste irlandais, une tradition qui est loin d'être morte de nos jours. Tandis que parallèlement, une autre tradition, née celle-ci des échecs des soulèvements successifs, préconisait de porter la lutte contre la domination britannique sur le terrain parlementaire et constitutionnel. Son objectif était le « Home Rule », c'est-à-dire l'autonomie de l'Irlande. Incarnée pendant toute une époque par Parnell, cette tradition légaliste se retrouve aussi dans l'Irlande actuelle. Mais l'action parlementaire n'aboutit pas à l'indépendance de l'Irlande et, après la mort de Parnell, en 1891, le mouvement nationaliste irlandais connut une nouvelle période de reflux, pendant laquelle les aspirations nationalistes se réfugièrent, comme il est fré-

Le prix d'une indépendance nationale

Le « Home Rule », c'est-à-dire l'accession de l'Irlande au rang de « dominion », fut finalement voté en Angleterre en 1912. Mais après divers atermoiements, il fut décidé en 1914 que son application serait ajournée à la fin de la guerre.

En réalité, il fallut une guerre anglo-irlandaise d'indépendance de 1918 à 1921 pour aboutir à un traité qui d'ailleurs fonda la partition de l'île. Et cette guerre fut suivie de deux années de guerre civile menée contre ceux qui n'acceptaient pas cette amputation de la partie industrielle du pays.

Dans tous les pays où il a pu dominer, l'impérialisme anglais a pratiqué une politique semblable, faisant de ces pays à l'heure de l'indépendance le théâtre de guerres civiles, prenant appui sur des antagonismes ethniques, religieux, raciaux ou nationaux — les uns n'excluant nullement les autres le cas échéant.

Le mouvement ouvrier décapité à la suite de l'échec du soulèvement de Pâques 1916,

c'est le Sinn Féin qui capitalisa en 1918 le mécontentement général né de la guerre, des conditions de vie détestables et d'une tentative britannique pour introduire la conscription en Irlande. Aux élections générales de décembre 1918, il emporta la majorité des sièges, sauf en Ulster. Selon le programme du mouvement, les nouveaux députés refusèrent de siéger à Westminster et se réunirent à Dublin pour se proclamer le premier Parlement de la République d'Irlande, avec pour président un survivant de 1916 : Eamon De Valera.

Son armée, l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA), sortit de la fusion des divers groupes armés existants.

La Grande-Bretagne mena contre le jeune Etat une véritable guerre coloniale, baptisée opération de police, au moyen de volontaires et de démobilisés, les « Black and Tans », de sinistre mémoire en Irlande. Mais c'est au Dail qu'obéissait la population. Une trêve, conclue en juillet 1921, permit d'entamer des négociations qui de-

quent, dans le domaine culturel. Une « Ligue Gaélique » vit le jour à la fin du XIX^e siècle, se fixant pour tâche de faire renaître la langue gaélique, de cultiver l'histoire et le folklore irlandais.

Le mouvement nationaliste irlandais n'a connu une nouvelle vigueur qu'au début du XX^e siècle, et sous la forme cette fois du Parti Sinn Féin (« Nous Seuls »), créé en 1905 par Arthur Griffiths.

...AU SINN FEIN

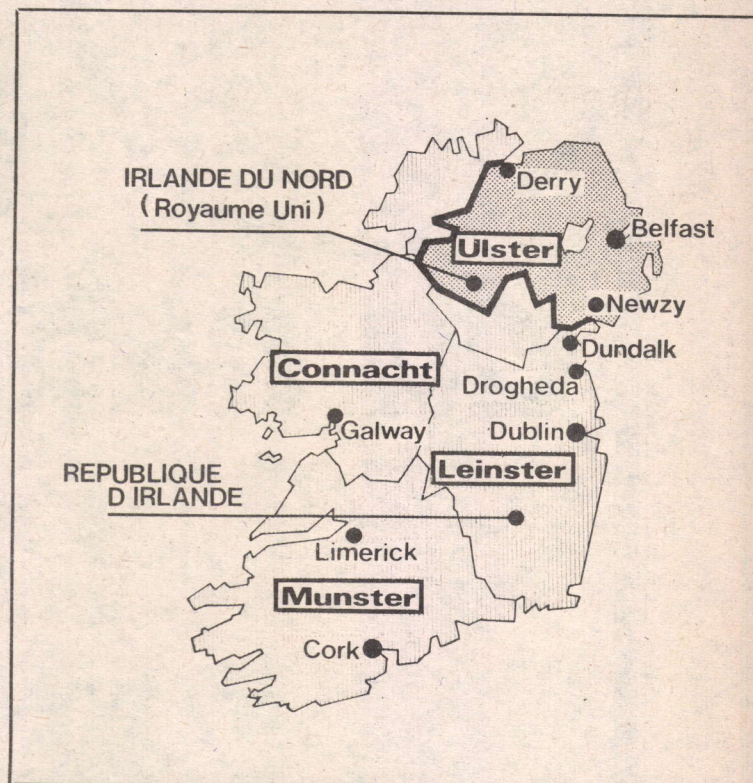
Le but explicite du Sinn Féin était à sa fondation l'indépendance complète d'un Parlement irlandais, afin d'assurer le développement économique autonome d'un capitalisme national. Arthur Griffiths voulait une indépendance basée sur l'industrie moderne et faire de Dublin une « Manchester Gaélique ». Pour lui, le premier devoir des patriotes était de faire de l'Irlande une nation.

Dans ce pays d'industrialisation tardive, les couches moyennes, dont les perspectives de dévelop-

pement et d'accès aux plus hautes fonctions restaient bloquées par la domination coloniale, exprimaient leurs aspirations à jouer un rôle dirigeant à travers un refus passablement confus à la fois du capitalisme britannique et du socialisme, dont la classe ouvrière naissante était porteuse. Dans ce pays rural, les traditions de la lutte terroriste « afin de réveiller les masses endormies » trouvaient un large écho.

Dans le mouvement Sinn Féin, ces velléités et ces désirs se trouvaient à l'aise. Les hommes qui allaient constituer le personnel politique de l'indépendance (commerçants et petits industriels, membres des professions libérales, instituteurs, prêtres...) étaient violemment hostiles au mouvement ouvrier et aux idées socialistes.

Nationalistes convaincus, ils étaient capables de prendre les armes et de mener des actions spectaculaires contre l'armée britannique. Mais, sitôt leur objectif de l'indépendance atteint — même tronqué —, ils allaient très vite se retrouver dans le même camp que celui de leurs ennemis d'hier, les capitalistes anglais.



L'île d'Irlande est divisée en trente-deux comtés. Vingt-six d'entre eux forment la République d'Irlande (l'ex-« Etat libre »), encore appelée Eire en gaélique, dont la capitale est Dublin, et le Parlement le « Dail Eireann ». Elle a trois millions d'habitants, catholiques à 95 %.

Les six autres comtés forment l'Irlande du Nord (un million 500.000 habitants), dont la capitale est Belfast. Le Parlement régional d'avant 1972 était le Stormont. L'Irlande du Nord, partie du « Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord », n'est pas l'Ulster : elle n'est que la partie nord-est de cette province.

vaient aboutir à la création d'un « Etat libre », comprenant les vingt-six comtés du sud, prêtant serment d'allégeance à la Couronne, lui laissant le contrôle de certains ports et surtout abandonnant les six comtés du nord-est de l'Irlande.

L'Angleterre allait en faire l'Etat d'Irlande du Nord, fondé sur la supériorité numérique de la population protestante dans ces six comtés, un Etat automatiquement aux mains des partis politiques de la bourgeoisie locale, qui allaient se servir de l'épouvantail « papiste » pour asseoir leur domination de classe, avec, toujours derrière eux, les possédants anglais.

Dès 1912, les Unionistes — partisans de rester dans le Royaume uni — avaient préparé la voie à cette solution en se rebellant contre le projet d'autonomie de l'Irlande et en trouvant l'appui des officiers de l'armée britannique qui refusèrent de marcher contre eux. Cette rébellion servit bien l'Angleterre. Sans les six comtés du nord-est qui concentraient presque toute l'industrie existante, le nouvel « Etat libre » restait obligatoirement sous sa dépendance économique.

Une partie du personnel dirigeant de la bourgeoisie irlandaise refusa d'accepter le compromis et, à la tête de l'armée

Le mouvement ouvrier

● L'histoire du mouvement ouvrier irlandais est brève. Tard venue dans l'histoire, faible par le nombre, cette classe ouvrière s'est en outre trouvée dans une situation très particulière après que la domination coloniale de l'Angleterre eut pris fin et que le pays eut subi la partition de 1921-1923.

Militant du syndicat des Dockers à Belfast, Jim Larkin fonda en 1909 l'Irish Transport and General Workers' Union, qui fut active jusqu'en 1914 et déclencha en 1911 une grève de six mois dans les chemins de fer pour le droit à l'organisation syndicale. La grève se généralisa et les patrons ripostèrent en 1913 par un lock-out qui fut une longue épreuve pour les travailleurs irlandais, que les dirigeants syndicaux britanniques refusèrent de soutenir.

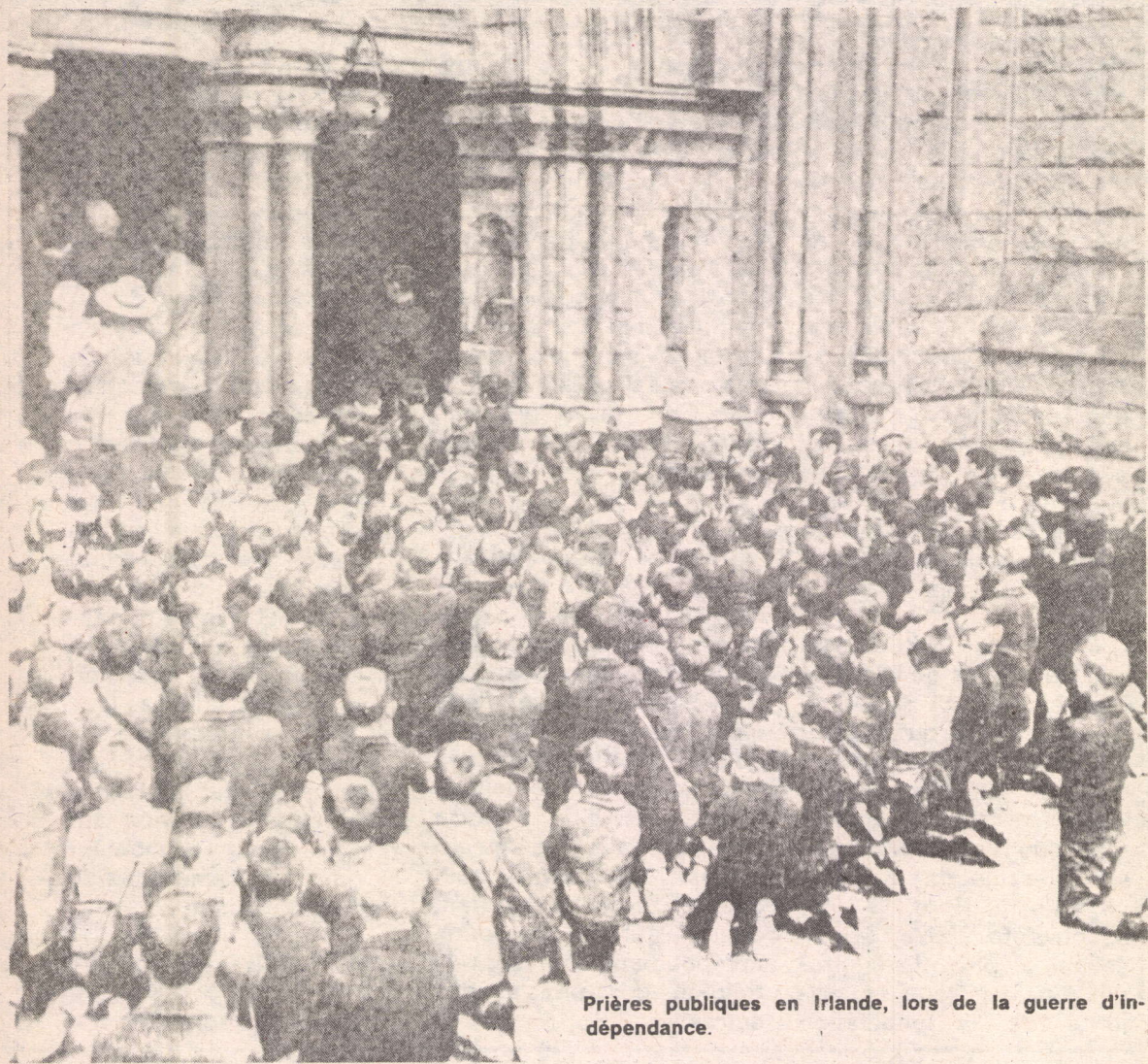
C'est pour assurer la défense de la classe ouvrière, attaquée par la police au cours de nombreux affrontements, que James Connolly créa alors l'Armée des Citoyens Irlandais, début de milice ouvrière.

James Connolly est la plus grande figure du mouvement ouvrier irlandais. Dans son expérience de dirigeant ouvrier, il y eut notamment l'opposition que rencontrèrent, au cours de l'hiver 1913-1914, les ouvriers en grève de la part non seulement des Anglais, bien entendu, mais aussi des patrons nationalistes et de la hiérarchie catholique.

Dès 1896, Connolly avait défendu l'idée d'une organisation politique indépendante de la classe ouvrière et fonda le Parti Socialiste Républicain. Sa conviction qu'il ne fallait en aucun cas lier le sort des travailleurs à la cause nationaliste n'en fut que renforcée.

Le 24 avril 1916 mit cependant un terme à ses efforts, en même temps qu'aux espoirs de voir la classe ouvrière irlandaise jouer un rôle dans l'évolution du pays, pour longtemps en tout cas. Ce jour-là, un petit groupe d'hommes armés s'empara de la Grande Poste de Dublin et y soutint pendant six jours

Colonie britannique



Prières publiques en Irlande, lors de la guerre d'indépendance.

républicaine, entreprit de continuer la lutte pendant deux années : les marques de cette guerre civile sont encore présentes dans l'Irlande actuelle.

En fait, pour les dirigeants des deux factions rivales, il ne s'agissait que d'un conflit sur les termes d'un compromis inévitable avec la puissance anglaise. Rien de fondamental ne les séparait. L'aile radicale du Sinn Féin, menée par De Valera, qui devait par la suite se rallier à l'Etat libre et en devenir le président pendant de longues années, espérait simplement arracher à l'Angleterre plus que le traité de 1921. Mais pour les militants, les soldats

de l'IRA, pour la population qui les soutenait, c'était bien plus qui était en jeu.

Continuer la lutte, c'était pour eux combattre pour une amélioration directe de leur sort. Dès la guerre avec l'Angleterre, le voile d'unanimité nationale couvrant la réalité de la lutte des classes en présence avait commencé à se déchirer, lorsque des ouvriers agricoles qui voulaient profiter de la situation pour s'emparer de terres se heurtèrent aux cours de justice de l'armée républicaine. Ces heurts prirent ensuite dans certains endroits l'ampleur d'une véritable guerre agraire, d'autant que la police officielle de

l'Etat libre ne pouvait plus guère invoquer le patriotisme pour faire taire les revendications des ouvriers agricoles. La répression utilisa alors les armes laissées par le départ des troupes britanniques.

Les deux partis bourgeois actuels de la République d'Irlande sont issus des deux ailes qui s'opposèrent à cette époque. Ils alternent fort bien au pouvoir dans le cadre de l'Etat-croupion que l'impérialisme britannique leur a concédé. Et tous deux s'accommodent fort bien de voir dévier sur le terrain de la rivalité religieuse le mécontentement et les luttes de la population pauvre des six comtés.

LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE :

Un État clérical et réactionnaire

James Connolly disait très justement que, lorsque les petites gens de Belfast et de Derry verraient que l'on vit mieux à Dublin, la question de l'unité serait bien avancée. Or le problème, c'est justement que l'Eire ne constitue pas un pôle d'attraction pour la population de l'Ulster. Bien des catholiques n'envisagent pas la réunification de gaieté de cœur; les protestants encore moins, qui seraient minoritaires dans le nouvel Etat.

C'est qu'en Irlande du Sud l'indépendance politique, complètement acquise en 1949, quand l'Eire abandonne unilatéralement le statut de dominion de la Couronne britannique pour se proclamer République indépendante, ne pouvait être une solution à tous les problèmes.

Sur le plan économique l'Irlande est restée un pays dépendant de la Grande-Bretagne, d'autant plus que la partition l'a privée de la zone industrielle de Belfast. C'est un pays pauvre, où 27 % de la population active vit d'une agriculture archaïque que les petits paysans n'avaient pas les moyens de moderniser. 40 à 45 % des exportations sont constituées par les produits agricoles. Les industries traditionnelles se limitent à des brasseries, comme Guinness, et autres industries alimentaires de type familial.

Depuis 1961, l'Etat fait appel aux capitaux étrangers (surtout anglais) qui bénéficient pendant 10 ans d'exonérations fiscales en venant s'investir en Irlande. Cette politique a rendu l'Irlande un peu plus dépendante si possible de la Grande-Bretagne, qui possède 40 % du capital étranger investi, mais n'a pas résolu le problème de l'industrialisation.

Pas de travail dans les cam-

pagnes, pas de travail dans les villes. Cela fait plus d'un siècle que les Irlandais s'expatrient. Au début des années 1970, le chômage oscillait autour de 7 % et le pouvoir d'achat moyen n'était que les deux tiers de celui des Britanniques. L'Irlande touchée par la crise a vu, depuis, le chômage et les prix

Le régime politique en République d'Irlande est une « démocratie » à l'anglaise, avec deux grands partis alternant au pouvoir.

— Le *Fianna Fail* (les Guerriers de la Destinée) est le parti de De Valera, fondé en 1926. C'est avec ce parti qu'après avoir poursuivi la lutte avec les Républicains contre le traité de 1921, il revint au pouvoir en 1932. Depuis cette date il a alterné au Gouvernement avec le *Fine Gaël*.

— Le *Fine Gaël*, fondé à l'origine par les partisans de « l'Etat libre » d'Irlande, est dirigé par Liam Cosgrave. C'est ce parti qui est au pouvoir en Irlande depuis 1973, en coalition avec le faible Parti Travilliste. Le *Fine Gaël* a eu, en son sein, des tendances d'extrême-droite. Dans les années 1930, ses dirigeants impulsaient les *Chemises Bleues* fascistes.

Depuis qu'elle est au pouvoir, cette coalition a accentué la politique de répression envers l'IRA actuelle, qui est illégale.

augmenter. Avec le ralentissement de l'émigration, qui constituait une soupape de sécurité pour le régime, avec l'aggravation des difficultés économiques, la situation risque de devenir explosive dans la République. Et c'est bien ce que craignent les dirigeants irlandais, qui complètent leur panoplie répressive.

L'Eglise catholique est toute-puissante et pèse d'un poids considérable sur l'ensemble de la société. Dans cet Etat clérical, non seulement le divorce est interdit, mais il est stipulé dans la Constitution que le Parlement n'a pas le droit de débattre de cette question ! L'Eglise a la haute main sur l'enseignement et dispense un enseignement d'autant plus étriqué et réactionnaire qu'il s'adresse aux enfants de couches plus populaires.

La société tout entière est tellement étouffante que nombreux sont les intellectuels qui se sont exilés et ont produit leurs œuvres à l'étranger.

D'ailleurs la censure stérilise toute production. L'index des ouvrages officiellement interdits, remis à jour régulièrement, comporte des centaines de titres. Des écrivains comme Shaw, O'Casey, Liam O'Flaherty, Joyce, Hemingway, Steinbeck, Sartre, Camus, Anatole France, etc. Et cela sans compter les listes officielles d'interdiction complémentaires éditées par telle ou telle association bien-pensante ! Le puritanisme est si poussé que le centre culturel de l'ambassade de France a dû retirer de ses salles de lecture le journal *Elle*, à cause du courrier du cœur. La presse en général ne parle essentiellement que de religion et de sport.

ier irlandais

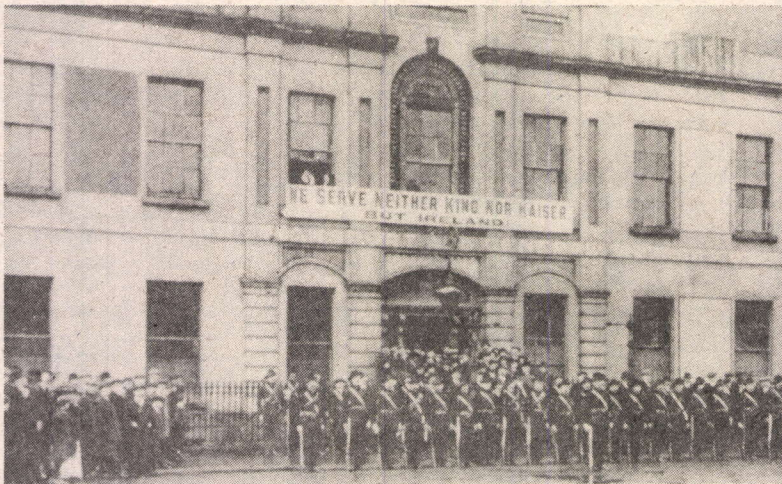
un siège contre l'artillerie britannique. 1.351 personnes furent tuées au cours de cette aventure qui ne reçut de la part de la population que stupeur et passivité.

Les chefs rebelles furent fusillés et Connolly, blessé, fut achevé assis et attaché sur une chaise.

Connolly, qui pendant des années avait travaillé sur le plan syndical et n'avait pas entrepris de construire un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, avait participé au soulèvement de 1916 en collaboration avec des petits-bourgeois ra-

dicaux. Il n'eut pas de successeur et, après sa mort, la direction du mouvement ouvrier abandonna la lutte contre la domination britannique, la laissant entièrement sous la direction des nationalistes.

Aujourd'hui, la classe ouvrière irlandaise, que ce soit à Belfast ou dans les villes de l'Eire, si elle est fortement organisée sur le plan syndical, reste politiquement à la remorque de partis qui ne représentent aucunement ses intérêts et pour la plupart ne se soucient même pas de s'en réclamer.



Dublin - Pâques 1916. Les insurgés proclament : « Nous ne servons ni le roi, ni le Kaiser, mais l'Irlande ».

James Connolly

janvier 1897

« Si, dès demain, vous chassez l'armée et hissez le drapeau vert sur le château de Du-

blin, vos efforts s'avèreront vains si vous n'édifiez pas la République socialiste.

L'Angleterre continuera de vous dominer. Elle vous dominera par l'intermédiaire de ses capitalistes, de ses propriétaires, de ses financiers, de toutes les institutions commerciales et individuelles qu'elle a implantées dans ce pays et ar-

rosées des larmes de nos mères et du sang de nos martyrs...

En tant que socialiste, je suis prêt à faire tout ce dont un homme est capable pour permettre à notre patrie de conquérir son héritage légitime, l'indépendance. Mais si vous me demandez d'en rabattre d'une miette, d'un iota en ce qui concerne les revendications

de justice sociale, dans un but de conciliation des classes privilégiées, alors mon devoir est de m'y refuser.

Accepter serait malhonnête et inadmissible. N'oublions pas que celui qui fait un seul pas avec le diable n'atteint jamais le paradis. Proclamons ouvertement notre foi. La logique des événements est avec nous. »

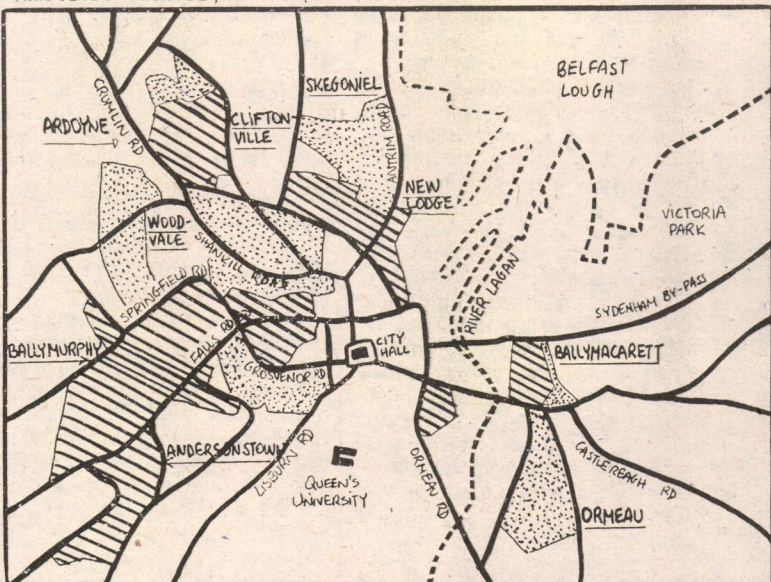
dossier

IRLANDE

GUERRE DE RELIGION

quartiers catholiques quartiers protestants

BELFAST, poudrière permanente, avec son enchevêtrement de quartiers catholiques et protestants



Plan de Belfast (d'après Michel D. Perradeau : Irlande, le pays des nègres roux).

8 ans de guerre

Dans les années 1960, la République s'étant industrialisée, il était de l'intérêt de la Grande-Bretagne de moderniser un peu le pays et le système. Des pourparlers, des entrevues eurent lieu. Le Premier ministre de la République rencontra son homologue de l'Irlande du Nord.

La petite-bourgeoisie catholique libérale des six comtés crut pouvoir profiter de ce climat nouveau pour revendiquer au moins l'égalité devant le vote. L'Association pour les droits civiques (NICRA) se mit à faire de l'agitation dans ce sens. Mais en 1968, elle allait être débordée, en particulier par les étudiants de Belfast, dont les plus militants, notamment Bernadette Devlin, se retrouvaient dans le mouvement « Démocratie pour le peuple ».

Des marches pour les droits civiques, à Derry, puis de Belfast à Derry, allaient, en se heurtant à la police officielle de l'Etat, la Royal Ulster Constabulary (RUC) et aux « B Specials » (alors qu'au même moment une manifestation orangiste se déroulait tranquillement), donner le signal d'un soulèvement général des ghettos catholiques de Derry et de Belfast pendant l'été 1969. Bernadette Devlin fut élue député à Westminster, au cours d'une élection partielle de ce printemps-là, et le Premier ministre O'Neill était remplacé par Chichester-Clark, tandis que l'Angleterre envoyait 7.000 soldats, officiellement pour rétablir le calme entre les deux communautés.

L'arrivée des troupes britanniques fut d'abord saluée avec joie par les catholiques en butte aux attaques des milices orangistes ; d'autant plus que les « B Specials » étaient, pres-

que dans le même temps, dissous.

C'est dans l'été 1970 que l'armée britannique montra son vrai visage de défenseur des possédants. Ce fut une véritable guerre qu'elle déclara aux catholiques et à leurs organisations, principalement l'IRA, la plus ancienne des organisations de tradition républicaine, celle qui avait ressurgi à la fin de 1969 — début 1970, celle vers laquelle se tournait la population catholique du Bogside ou des Falls pour trouver des armes et une protection contre les terroristes de Ian Paisley ou de Craig. Sous prétexte de rechercher les armes et leurs détenteurs, l'armée anglaise inaugura alors sa tactique de harcèlement de la population, de mise à sac systématique des maisons. Ce fut le règne de la terreur pour les populations des quartiers catholiques de Belfast et de Derry. A ce moment-là, aucun soldat britannique n'avait été tué en Irlande du Nord.

Le problème des droits civiques était bien dépassé, l'ennemi principal étant devenu les troupes anglaises d'occupation, dont les effectifs vont croître sans arrêt, sans parvenir à venir à bout de la révolte, et même en l'accentuant à la suite du « dimanche sanglant » de janvier 1972, au cours duquel les parachutistes assassinèrent froidement 13 manifestants désarmés.

Janvier 1972 : l'Angleterre tentait un changement de politique, supprimant le Stormont et instaurant le « Direct Rule », le gouvernement direct de Londres, en principe afin de faire prévaloir une solution de compromis. C'est dans l'optique d'une ouverture vers des réformes

Même si les formes léguées par l'histoire lui en donnent l'apparence, la guerre qui se livre de manière permanente en Irlande du Nord n'est pas une guerre de religion. C'est une guerre sociale. Les pauvres, les travailleurs les plus exploités, les chômeurs, se recrutent pour l'essentiel dans la population catholique. Les possédants, les patrons sont protestants. La ligne de partage religieuse recoupe pour l'essentiel la division de la société en classes.

Mais cela est surtout vrai au regard de l'Irlande tout entière. Et l'impérialisme a su ce qu'il faisait en coupant ce pays en deux, en faisant des comités industriels un Etat à part, qu'il gardait sous son contrôle direct. Dans l'Irlande du Nord, la classe ouvrière active, décisive sur le plan de la production, est issue en majorité de la population

protestante. 90 % des ouvriers des chantiers navals sont protestants. Et c'est cela qui complique la situation. Toute la politique de l'Angleterre, puis des dirigeants de l'Irlande du Nord depuis 50 ans, a consisté à apposer systématiquement les ouvriers et les paysans protestants aux catholiques, tant à ceux de la République qu'à ceux de la minorité du Nord.

Une solution qui en soit une, c'est-à-dire pas seulement un nouveau déguisement de la domination de la communauté protestante sur la communauté catholique, exigerait qu'une grande partie des travailleurs protestants soient gagnés à la cause des opprimés et qu'ensemble exploités catholiques et protestants luttent contre leurs oppresseurs, indépendamment de la religion des uns et des autres.

Et ce n'est pas là quelque chose d'impossible. A plusieurs reprises dans le passé, en 1932 en particulier, en face de la crise économique là aussi, les ouvriers catholiques et protestants ont su trouver une unité pour riposter et s'opposer à leur commun patronat. La majorité de la communauté protestante n'a aucun intérêt à voir se perpétuer l'oppression des catholiques. Les « privilèges » qu'elle croit défendre aujourd'hui en se rangeant dans le camp « orangiste », c'est-à-dire celui des classes dirigeantes de l'Irlande du Nord et de l'Angleterre, sont de plus en plus minces. Que ce soit en matière de logement ou d'emploi, la crise est là, qui les menace directement, sinon autant — pour le moment — que leurs camarades de tradition catholique.

Mais pour que, de guerre civile, la guerre se transforme en guerre so-

que fut alors proposée la première trêve avec l'IRA et entamés des pourparlers qui n'aboutirent d'ailleurs pas.

A la fin de l'année 1972, il y avait 21.000 soldats britanniques en Irlande du Nord, et la République emprisonnait des militants de l'IRA Provisoire. En même temps qu'elle esquissait quelques pas en direction d'une solution politique au problème, l'Angleterre lançait dans les quartiers catholiques libérés une grande offensive, afin de démanteler si possible l'IRA. Elle allait s'orienter vers une politique de concessions vis-à-vis de la petite-bourgeoisie catholique. Sous des formes diverses, Exé-

cuteur d'Irlande, pouvoirs partagés, etc., c'est toujours cette même politique qui prévaut actuellement, bien que diverses tentatives aient échoué tour à tour par suite du refus de la plupart des Unionistes de partager le moindre pouvoir avec des catholiques. C'est que toute concession accordée à la petite-bourgeoisie catholique revient à enlever à son homologue protestante certains des leviers sur lesquels elle s'appuie.

Le 5 mars dernier, le secrétaire d'Etat anglais à l'Irlande du Nord reconnaissait officiellement « l'impossibilité de partager le pouvoir entre catholiques et protestants ». Les tâches de ré-

pression reviennent de plus en plus à la RUC (qui a même pu pénétrer à nouveau cet été dans l'un des quartiers catholiques de Belfast) qui, selon les mots du secrétaire d'Etat, est « maintenant en première ligne », dans la perspective d'une « ultériorisation » du conflit. La bourgeoisie nord-irlandaise s'y prépare : divers groupes terroristes paramilitaires et anti-IRA ont vu le jour. Les « B specials » se sont reconstitués sous d'autres noms. Les services spéciaux de l'armée anglaise les entraînent même parfois. Les attentats ne cessent pas, dans une situation politique qui apparaît de plus en plus sans issue.

catholiques et protestants la discrimination

Quand la population catholique s'est mobilisée, en 1968-1969, c'était pour lutter contre une injustice flagrante : celle de l'inégalité devant le vote au niveau des élections municipales et de comté. Le mot d'ordre du mouvement des droits civiques était alors « un homme, un vote ». Les dirigeants étaient en effet passés maîtres dans l'art du découpage électoral. Dans une ville comme Derry, dont la majorité de la population est catholique, le découpage électoral était si bien étudié que 20.000 catholiques élisaient 8 conseillers municipaux, alors que 10.000 protestants en élisaient 12.

De plus, le système était censitaire. Il fallait être propriétaire ou payer un loyer ou payer des impôts pour avoir le droit de vote. Les personnes de plus de 21 ans vivant chez leurs parents ou dans des hôtels meublés ou dans des pensions de famille

ne l'avaient pas. Et à Derry, sur 8.800 adultes de 21 ans et plus privés ainsi du droit de vote, 7.000 étaient catholiques. Par contre les « sociétés » disposaient d'un certain nombre de voix, selon leur chiffre d'affaires. Un patron pouvait ainsi cumuler jusqu'à 25 voix et les patrons protestants sont bien plus nombreux que les patrons catholiques.

Ce système électoral lui-même tendait à renforcer la discrimination, en ce qui concerne le logement tout particulièrement. Sous la pression de la lutte, il a été aboli en 1973 et reconnu le principe « un homme, une voix », après un redécoupage plus honnête des circonscriptions. Mais pour la population laborieuse, les problèmes fondamentalement demeurent.

Les catholiques vivent dans de véritables ghettos surpeuplés. Le taux d'occupation des logements en Ulster est déjà de 20 % supé-

rieur à celui existant en Grande-Bretagne. C'est dire la crise du logement. Mais dans la ville catholique de Derry, il est de 50 % plus important. La construction de logements sociaux dans les régions à prédominance catholique est notoirement lente et des familles catholiques peuvent attendre pendant 10, 15 et même 17 ans l'attribution d'un logement.

Quant au problème de l'emploi, il est crucial pour les catholiques. L'ouvrage « Des Irlandais nous parlent » donne en 1975 : 3 à 4 % de chômage en Angleterre, 6 % dans les six comtés, 25 % en moyenne dans les quartiers nationalistes.

La plupart du temps, dans un Etat où l'appartenance à l'Ordre d'Orange ou des relations avec des membres de cet Ordre sont des passeports pour l'embauche, il est difficile pour un catholique d'obtenir un emploi.

OU LUTTE DE CLASSES

Sauvons Mary et Noël Murray

La menace d'une exécution de la sentence les condamnant à mort plane toujours sur les deux militants anarchistes irlandais, Marie et Noël Murray.

Ils ont été condamnés en juin dernier à la pendaison pour avoir tué un policier après l'attaque d'une banque, alors que les seules preuves qu'il a été possible de retenir contre eux sont des aveux arrachés par la torture. Ils ont en effet été jugés par des tribunaux spéciaux, sans jury et sans pouvoir faire appel à des témoins. Il a fallu ces tribunaux spéciaux pour prononcer des peines de mort, alors que depuis 1954 aucune condamnation de ce type n'avait été rendue en République d'Irlande.

Depuis juillet dernier, le gouvernement Cosgrave s'est doté d'un arsenal législatif destiné à aggraver la répression contre les militants républicains. Cette législation donne à la police les pouvoirs les plus larges. Et il est clair qu'elle n'est pas destinée à servir seulement contre l'IRA.

Dans l'immédiat, la solidarité de tous doit jouer pour arracher Marie et Noël Murray à la mort.

L'IRA "Provisoire" et "Officielle"

Ce sont les événements de 1968-1969 qui ont redonné vie à l'IRA. En effet, l'Armée Républicaine Irlandaise, qui s'était créée vers 1916-1918 pour arracher l'indépendance à l'impérialisme anglais, qui à la suite du traité de 1921 avait pris le parti de la lutte jusqu'au bout pour l'indépendance complète et contre la partition, éclate à la fin des années 1920, quand De Valera dépose les armes et fonde le parti Fianna Fail destiné à la lutte légale. C'est même De Valera qui, une fois au pouvoir en 1932, décrète l'IRA organisation illégale.

En 1939, l'IRA a encore la force d'organiser une série d'attentats à la bombe en Angleterre. Mais De Valera emprisonne des milliers de républicains pour la durée de la guerre. Après un regain d'activité dans les années 1950, l'IRA, qui reste isolée de la population et qui est décimée par une répression dure, aussi bien au Nord qu'au Sud, dépose les armes en 1962. Elle se rapproche alors du Parti Communiste Irlandais et se consacre à un travail d'éducation politique, pendant que le Sinn Fein décide désormais de participer aux élections locales.

La radicalisation de la population à la fin des années 1960 redonne vie à l'IRA. Mais dès 1969 c'est la scission.

La majorité de l'IRA (l'IRA Officielle, dirigée par Cathal Goulding) veut renforcer sa lutte légale et électorale et souhaite la création d'un « front de libération nationale » avec le Parti Communiste Irlandais et les organisations syndicales et décide d'entrer dans l'Association pour les droits civiques.

Une forte minorité, dirigée par Sean Mc Stiophain, rejette toute lutte légale et préconise la lutte armée seule. Elle s'intitule « Conseil provisoire de l'armée », dans l'espoir que la scission sera de courte durée, d'où son nom d'IRA Provisoire.

Les deux IRA connurent une période de rivalité et même de règlements de comptes. D'ailleurs l'IRA Officielle n'hésita pas à employer les méthodes du terrorisme et l'assassinat contre certains militants ayant scissionné pour fonder un nouveau parti se réclamant du socialisme.

Si les Provisionals semblent avoir recruté plus de jeunes, prêts à la violence, et si les Officiels semblent mener une action plus « politique » au niveau des comités de locataires, de quartiers, etc., en fait les deux clans sont extrêmement hétérogènes, unis sur le seul mot d'ordre de chasser les Anglais d'Irlande — les Provisionals se livrant à une véritable surenchère patriotique. Fondamentalement, ces deux ailes du mouvement nationaliste ne se distinguent pas sur le plan politique. Se réclamant du « républicanisme », aucune d'elles n'offre de perspective pour unir les masses travailleuses d'Irlande, et toutes deux contribuent à mener leur lutte dans l'impasse.

NOTRE PROCHAIN DOSSIER : LES TRAVAILLEURS INTERIMAIRES.

— Les entreprises de travail intérimaire : un moyen de tourner la loi et d'imposer des conditions de travail aggravées.

— Comment combattre pour imposer les droits des travailleurs intérimaires ?

ciale, il faudrait à tous les exploités et opprimés d'Irlande une organisation qui ne se place pas sur le terrain du nationalisme, mais sur celui du combat de la classe ouvrière. La classe ouvrière est une. Ses intérêts ne connaissent pas les frontières religieuses, pas plus que celles des Etats. Une organisation ouvrière révolutionnaire en Irlande entamerait un combat à l'échelle de toute l'île. Aujourd'hui les travailleurs protestants du Nord ne craignent rien plus qu'un rattachement à la République. Celle-ci joue le rôle d'un véritable repoussoir et l'unité à tout prix est plutôt un épouvantail qu'autre chose pour les travailleurs protestants, qui craignent d'y perdre leurs menus privilèges et d'y gagner à leur tour l'oppression religieuse.

Un des thèmes majeurs des mouvements nationalistes est la réunifica-

tion de l'Irlande; sans préciser de quelle Irlande il s'agirait pour eux d'instaurer : celle des travailleurs, de tous les travailleurs, ou celle des bourgeois actuellement aux commandes à Dublin ? Il faut pourtant clairement expliquer aux travailleurs protestants qu'il s'agit d'améliorer le sort de tous, de changer la vie de tous, et non pas de retirer aux protestants emplois et logements, afin d'en faire profiter à leur tour les catholiques. Il faut leur expliquer que la République unifiée d'Irlande qui correspond réellement aux intérêts des travailleurs ne peut être qu'une République socialiste ouvrière.

C'est pour cela qu'une organisation révolutionnaire serait prête à reconnaître d'avance les droits et les garanties nécessaires à la communauté protestante, dans une éventuelle Irlande unie.

Il ne s'agit bien enten-

du pas pour autant de rejeter les revendications et le combat de la population catholique. Opprimés, spoliés, les catholiques irlandais doivent trouver les révolutionnaires socialistes à leurs côtés. Ceux-ci, en prenant la tête de leur combat et en l'unissant à celui de tous les opprimés d'Irlande, sont même les seuls qui aient des chances de le mener à bien.

Une telle politique, révolutionnaire, socialiste, qui saurait aussi s'adresser aux travailleurs britanniques par-delà leurs dirigeants syndicaux attachés au régime, mettrait de son côté les meilleures chances d'arracher les travailleurs protestants à l'emprise des organisations orangistes d'extrême-droite. Elle n'est pas celle des nationalistes irlandais, quelle que soit la variante dont ils se réclament. Elle ne peut être que celle d'un parti ouvrier révolutionnaire.



Dans les ghettos catholiques, même les enfants...

L'Ordre d'Orange

L'Ordre d'Orange, milice protestante, date de 1795, à l'époque où le mouvement républicain se développait sous l'influence de la Révolution française. Son nom vient de celui de Guillaume d'Orange, ce prince du protestantisme qui avait vaincu les catholiques à la fameuse bataille de La Boyne, le 12 juillet 1689.

L'Ordre d'Orange est réapparu à chaque pression en faveur des réformes ou à plus forte raison à chaque montée en faveur de la révolte. Mais il s'est surtout développé depuis la partition de l'Irlande. Violamment anti-catholique, il se refuse évidemment à envisager toute réunification de l'île, qui ferait des protestants une minorité. Il entretient les

mythes du passé. Deux cents ans après la bataille de La Boyne, les protestants d'Ulster continuent à célébrer la victoire de Guillaume d'Orange. Le 12 juillet, les murs de Derry et de Belfast se couvrent d'inscriptions « No Surrender » (nous ne céderons pas) « Not an inch » (pas un pouce), etc.

Parmi les Orangistes les plus connus, citons la plupart des ministres de l'Ulster, de Chester Clark, qui se dit modéré, à William Graig, extrémiste s'il en est, en passant par Terence O'Neill, Brian Faulkner... Citons enfin Ian Paisley, le pasteur fasciste de l'Irlande du Nord, qui tente de galvaniser les protestants, petits-bourgeois ou ouvriers, avec ses incantations dé-

magiques et ses diatribes contre les papistes, les communistes ou les réformistes : « Le papisme, le bolchévisme, l'anarchisme, les républicains du Sud, tout ça c'est pareil » ; « Les hordes catholiques veulent votre extermination », etc.

La plupart des leaders orangistes ne se contentent d'ailleurs pas de prêcher. Ils agissent surtout par l'intermédiaire de leurs milices. L'Orangisme, sur le plan politique, est une coalition. Mais Orangistes, Unionistes, Loyalistes, quels que soient les noms et les différences, pour tous ces hommes et ces groupes politiques, le drapeau confessionnel n'est qu'un instrument et un prétexte au service d'une politique la plupart du temps d'extrême-droite.

Travailler dans une aciérie, c'est vivre sous une menace permanente. Une aciérie parmi d'autres, celle du Creusot. (AFP)



Hôpital de Bourges —

La direction manque de conscience professionnelle

En ce moment, il n'y a plus de brancardiers au service de radiologie. Le seul qui restait est en congé maladie. Et les autres brancardiers des services ne peuvent assurer tous les brancardages pour la Radio.

De plus, le nombre de radios et examens radiologiques a considérablement augmenté ces dernières années ; augmentation due à l'ouverture de nouveaux services et à l'amélioration des techniques de diagnostic. Mais le personnel n'est pas plus nombreux pour autant.

Résultat : le paquet de bons de radio en attente grossit chaque jour un peu plus. On fait d'abord les radios urgentes. Pour le reste... les malades doivent patienter. Certaines radios ont été prescrites depuis plusieurs semaines, parfois depuis un mois. Il arrive que les malades quittent l'hôpital avant d'avoir pu passer leur radio.

Les camarades de ce service ont alerté l'administration, mais... aucune réaction.

Pourtant, il y a quelques mois, lorsqu'au laboratoire, le personnel surchargé de travail avait décidé de ne plus transmettre les résultats écrits des examens, les membres du Conseil d'administration avaient crié au scandale, parlant de faire une enquête, de distribuer des sanctions, voire même de dénoncer dans la presse le manque de conscience professionnelle du personnel du laboratoire.

Pour l'administration, le scandale, c'est l'action du personnel, mais pas le manque de moyens mis en œuvre pour que les malades soient bien soignés.



Sacilor-Hagondange : 2.600 travailleurs en lock-out

Depuis le 14 septembre, à Sacilor Hagondange, les travailleurs chargés du classement et du déchargement des produits laminés sont en grève.

Etant parmi les OS les plus mal payés de tout Sacilor (1.900 F pour ceux qui ne travaillent pas en feu continu), ils revendiquent 300 F d'augmentation par mois pour tous.

Suivie à 80 % (86 grévistes au total), la grève a fini par paralyser la production des laminaires.

Les travailleurs des autres secteurs n'étaient pas très chauds pour partir en grève, pensant que ce n'était pas le moment puisqu'on annonçait du chômage partiel pour le quatrième trimestre.

Pourtant, lorsque la direction annonçait, lundi 4 octobre, la décision de mettre en lock-out 2.600 travailleurs (la moitié des effectifs de l'usine d'Hagondange), une centaine de chômeurs forcés et de grévistes décidait d'occuper les grands bureaux, tandis que la CGT et la CFDT appelaient les travailleurs de Sacilor Gandrange et Rombas à débrayer mercredi après-midi et à descendre sur Hagondange.

C'est à Gandrange que le débrayage a été le mieux suivi, en particulier aux Transports et à l'Acierie, où la production a été bloquée. Un cortège d'une cinquantaine de voitures est parti en manifestation sur l'usine d'Hagondange.

Pour l'instant, le mouvement reste minoritaire, la majorité des travailleurs lockoutés attendent...

Mais comme au même moment l'ensemble des travailleurs de Sacilor et Sollac viennent d'apprendre les mesures de chômage partiel qui vont une fois de plus amputer leurs salaires, cela pourrait ne pas en rester là.

SKF —

Une journée bien remplie

A la SKF (roulements à billes), depuis plus d'un an, la direction multiplie les licenciements et les jours de chômage partiel. A l'usine d'Ivry, cette année, cent travailleurs de plus de 58 ans ont été licenciés et il y a presque une semaine de chômage partiel par mois.

Aussi toutes les organisations syndicales des usines du trust avaient décidé d'une grève pour le 1^{er} octobre avec manifestation devant le siège social puis au ministère de l'Industrie.

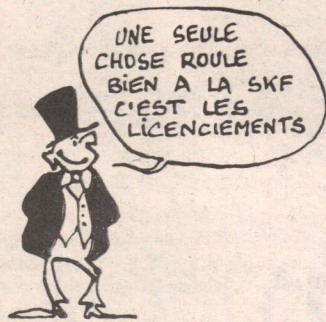
Trois cents travailleurs s'y retrouvèrent, bien décidés à faire entendre leur voix.

Si nous n'avions eu affaire qu'à une dizaine de flics en civil devant le siège social, c'est par un cordon de flics en uniforme, « les OS à Ponia » comme l'un de nous les surnomma, que nous avons été stoppés à proximité du ministère du Travail.

Seule une délégation fut reçue.

De retour vers les cars, nous étions quelques dizaines à entonner l'Internationale.

Les travailleurs de la SKF n'ont pas dit leur dernier mot.



CIT Alcatel (Orléans) —

Boycott de la cantine

A la CIT, nous avons boycotté la cantine pendant une semaine. Géré par Orly-Restaurant, le self nous sert pour environ 7 F des repas très médiocres, accompagnés de temps à autres de petites « surprises » qui n'ont cessé d'accroître le mécontentement. Cela allait des petites bêtes dans la pâtisserie, au mal au ventre après le plat de viande, en passant par le service plusieurs jours de suite de plats qui n'étaient pas partis tout de suite.

Pour donner une idée de la propreté de la cuisine, il faut dire

qu'il arrive au personnel du self de passer une demi-heure le matin à chasser souris et rats qui rôdent en grand nombre !

Devant le mécontentement grandissant, les syndicats ont fait circuler des pétitions et ont appelé au boycott. C'est plus de 900 travailleurs sur 1.200 qui y ont participé, y compris des cadres, amenant chaque jour leur casse-croûte à l'usine dans une ambiance sympathique.

Vers la fin, le mouvement s'est un peu effiloché, après une entrevue entre la direction et les

syndicats, ceux-ci se contentant de vagues promesses sur le remplacement du gérant et un éventuel départ d'Orly-Restaurant. Il est vrai que FO et la CGT n'avaient pas hésité à rendre le personnel de la cantine responsable de la qualité, alors que la direction de la CIT est seule responsable.

Néanmoins nous avons pu tous exprimer notre ras-le-bol de la cantine que nous inflige la CIT. Et si rien ne s'améliore, ce n'est peut-être pas fini.

Correspondant L.O.

La vie quotidienne à l'aciérie de Gandrange

Dimanche 26 septembre, en fin de poste d'après-midi, une explosion a secoué l'aciérie. Chacun se sauvait comme il pouvait, aveuglé par un nuage de poussière, et l'infirmerie était envahie par ceux qui venaient se faire enlever les poussières dans les yeux. C'est une chance que personne ne se soit trouvé dans la trajectoire des scories !

L'explosion était due à une fuite d'eau à l'OLP. Cela faisait plusieurs jours que l'eau s'échappait de la jupe du four et rien n'avait été fait pour l'arrêter. La fuite avait fini par se transformer en vrai déluge.

Le mercredi suivant, un travailleur de l'entretien a les yeux brûlés par des gouttes d'acide sulfurique : il se retrouve à l'hôpital, avec un œil perdu.

Il travaillait dehors, de nuit, au-dessus d'une cuve d'acide sulfurique, avec un éclairage insuffisant et il n'y avait pas de douche d'urgence à proximité, comme c'est prévu par la loi.

Vallourec (Noisy-le-Sec) —

Beullac accepte le licenciement d'un militant

La semaine dernière Beullac, le nouveau ministre du Travail, a accepté le licenciement d'un militant CFDT connu comme militant de Lutte Ouvrière. Beullac récidive car, il y a quelques jours, il avait déjà accepté celui d'un militant CGT de la CGE, licenciement pourtant refusé par l'inspecteur du travail.

Ainsi la direction Vallourec a obtenu gain de cause après deux ans de sanctions et de mobilisation de la maîtrise et de tout ce qu'il y a d'anti-ouvrier chez Vallourec.

Depuis deux ans, notre camarade a eu tous ses faits et gestes épiés et consignés. Le rapport demandant son licenciement faisait plus de cent pages. Pendant cette période de deux ans, la direction lui avait infligé six avertissements écrits et quatre mises à pied allant de un à quatre jours. La direction était en permanence sur le pied de guerre, en particulier après la grève qui s'était déroulée dans l'usine en janvier-février 1976. La direction avait demandé le licenciement après une agression qui ressemblait étrangement à une provocation dont avait été victime notre camarade.

Malgré ces provocations elle n'arrivait pas à obtenir gain de cause. Le CE et l'inspecteur du travail s'étaient (toujours) refusés à accorder le licenciement. Il n'y a pas eu d'enquête de la part du ministre. Un responsable départemental de la main-d'œuvre (supérieur hiérarchique à l'inspecteur du travail) est venu une demi-heure, un jour, à l'usine.

Ainsi de nos jours en France, où l'on parle de protection spéciale pour les militants syndicaux, on constate qu'en réalité, quand un patron veut se débarrasser d'un militant il le peut, le ministre du Travail veille.

Correspondant L.O.

Merlebach : UN CRIME

Jeudi 30 septembre, à Merlebach, une explosion au fond du puits 5 a fait seize morts.

Un incendie s'était déclaré dans la matinée à l'étage moins 1036, et c'est en cherchant à le combattre qu'ils sont morts, à 18 h 30, sous un coup de grisou. Il y avait là un ingénieur, un porion, un chef-porion, un surveillant, cinq sauveteurs de l'équipe de permanence et sept mineurs volontaires qui les avaient accompagnés. A cause de la chaleur (900°), il n'a pas été possible de retrouver les corps qui, de toute façon, étaient vraisemblablement déchi-
quetés.

La presse locale a évoqué une fois de plus, à cette occasion, « la dure réalité du métier de mineur ». « La mine a encore tué », disait le Républicain Lorrain du 1^{er} octobre. « Le

bassin houiller pleure les siens. La Lorraine s'associe à sa peine et partage son deuil ».

Mais pour les mineurs, l'heure n'est pas aux lamentations, mais à la colère. Car il ne s'agit pas de fatalité.

Les Houillères de Lorraine sont responsables. Ce sont elles, et elles seules, qui ont envoyé à la mort ces seize mineurs. Ce sont elles, et elles seules, qui ont préféré faire courir des risques mortels aux hommes de l'équipe de sécurité pour tenter de sauver une veine de charbon. Cela s'appelle un assassinat. Avec préméditation même, si les mots ont un sens, car enfin les syndicats de mineurs, à plusieurs reprises dans la journée du jeudi, ont averti du danger et ont appelé les mineurs à refuser de descendre.

● Pour la direction, il n'y avait pas de danger dans la mine en flammes !

« — Est-ce que ce genre d'incendie arrive souvent dans la mine ?

— Des incendies, cela arrive, mais pas de cette importance. Au début, la direction a voulu minimiser, en se disant : « chez nous, dans un des puits les plus modernes d'Europe, cela ne peut pas être grave ». Et elle a été complètement prise au dépourvu.

— Qu'a-t-elle fait pour combattre l'incendie ?

— Elle a perdu du temps. Alors qu'il aurait fallu étouffer le feu, en bouchant le tubing (coffrage métallique circulaire qui pénètre dans les veines) et en remblayant avec du sable et de l'eau, elle a voulu essayer de sauver le chantier coûte que coûte et d'éteindre avec les moyens du bord : lances d'arrosage, extincteurs (qui n'étaient même pas en état de fonctionnement !). Ce n'est qu'à 16 h 30, alors que l'incendie durait depuis 10 h 30, après qu'un brusque retour de

flammes eut brûlé deux sauveteurs, que la direction s'est décidée à remblayer. Mais alors, elle a voulu faire vite, et, au lieu de faire appel à une équipe de sauveteurs de réserve, elle a demandé des volontaires : c'est ainsi que sept mineurs, qui n'avaient pas d'expérience, sont descendus pour renforcer l'équipe des cinq sauveteurs de permanence. C'est au moment où ils essayaient de boucher le tubing que l'explosion s'est produite.

Maintenant, pour avoir voulu sauver son chantier, la direction a perdu toute la division, car il va falloir tout remblayer.

— Et pendant ce temps-là, le travail continuait à la mine ?

— Là non plus, la direction n'a pas su prendre ses responsabilités. Sans les syndicats, il y aurait eu peut-être cent ou deux cents victimes. Dès midi, la CGT et la CFDT s'opposaient à la descente de l'équipe d'après-midi, car, dans la mine, un incendie entraîne forcément un risque d'explosion. La direction, elle, préten-

dait qu'il n'y avait pas de danger et que les mineurs pouvaient descendre. A 15 heures, elle a même distribué une note, en accord avec le service de mine, informant qu'en dehors de la veine 2A, le personnel des autres chantiers du siège pouvait descendre. A 19 heures, après l'explosion, cette note était vite arrachée et remplacée par celle qui annonçait aux mineurs qu'ils étaient désormais en chômage technique.

Si les 650 mineurs de l'équipe d'après-midi étaient descendus normalement, que se serait-il passé ?

Vraiment, la direction a été en dessous de tout. Quand il arrive de faire une faute au mineur qui tire l'abattage à la dynamite, il a une amende ou bien il perd sa prime pendant six mois. Et la direction, elle, qui prétend que les lourdes responsabilités qu'elle assume justifient la différence entre sa paye et la nôtre, peut-on dire qu'elle a fait son travail ?

● Les Houillères déplorent... la baisse de production !

A la question d'un journaliste : quelle est l'importance de cette mine pour justifier tous ces risques qui ont été pris, M. Coeuillet, directeur des HBL, a répondu : « La nation a besoin de charbon... La deuxième raison est la suivante : notre entreprise est dans le secteur pratiquement la

seule capable de fournir, en 1976, 24.000 emplois dans la région ». Il faudrait sans doute que les mineurs lui disent : « merci »...

D'ailleurs, ce qui préoccupe la direction, ce n'est pas tant la perte des 16 mineurs que la diminution de la production. « Cet

incendie, a déclaré M. Runnel, président du Conseil d'administration des HBL, présente pour nous un grave souci. On ne peut pas encore dire quelles en seront les causes définitives mais déjà la production du puits 5 pourrait être entamée de 30 % ».



L'enterrement des seize mineurs tués à Merlebach : les Houillères savent organiser des cérémonies, mais pas éviter les accidents. (AFP)

Le puits 5 de Merlebach :

L'un des plus productifs de Lorraine... et des plus meurtriers

Le puits cinq de Merlebach est l'un des plus productifs de la région. Cette région elle-même est celle où la productivité du travail du mineur est la plus élevée de toute la France. Le Nord - Pas-de-Calais produit un peu moins de deux tonnes de charbon par homme et par jour, tandis qu'en Lorraine on en arrive à un rendement de quatre tonnes et demie !

Ce triste record de l'exploitation est absolu, non seulement en France mais en An-

gleterre où le rendement atteint seulement trois tonnes six et même en Allemagne où il est de quatre tonnes deux.

Cette politique de l'exploitation à outrance que mènent les Houillères de Lorraine a pour conséquence de les placer également dans le peloton de tête des accidents du travail. Ainsi, le puits 5, à lui seul, a vu périr seize mineurs en quinze mois. Rien que l'an dernier, il y a eu quatre accidents mortels en six semaines !

● Mineur, un métier ?

Dans le Républicain Lorrain du dimanche 26 septembre, quatre jours avant l'explosion qui a fait seize morts, sous le titre « Les Houillères embauchent », les Houillères du Bassin Lorrain faisaient passer une publicité alléchante, sous forme de bande dessinée. « Evidemment, disaient-ils, pour travailler aux HBL, il ne faut pas être une mauviette... Bon salaire, bonnes primes, et surtout des avantages en nature : chauffage, logement... », etc.

Qu'en est-il exactement ? Un mineur explique :

« Ils s'étonnent qu'ils ont du mal à trouver du personnel, mais les conditions de travail sont trop dures. Beaucoup de jeunes viennent, ils font leurs trois ans d'apprentissage, mais, dès qu'ils descendent au fond, ils comprennent et repartent.

La direction a fait appel aussi

à un grand nombre de Marocains, qui arrivent avec un contrat de 18 mois, sans savoir trop ce qui les attend. Mais quand ils voient ce qui arrive à leurs copains, ils sont refroidis. L'un d'entre eux avait deux doigts et un œil estropiés, la direction voulait le renvoyer chez lui, en douce, pour ne pas payer d'indemnités. Un autre est mort, coincé entre deux charges, cela faisait quinze jours qu'il était au fond.

On nous dit sur les affiches : « mineur, un métier ». Mais la paye d'un mineur de métier (piqueur ou abatteur) est loin d'être la même que celle d'un ouvrier de métier (par exemple électricien) : il nous faut 25 ans pour atteindre l'échelle 7, alors qu'il leur en faut 13 pour atteindre l'échelle 8.

Seuls, les vieux restent, parce qu'ils n'ont plus l'espoir de trouver autre chose. »

ALSTHOM (Belfort) :

Deuxième accident mortel depuis 5 mois

Lundi matin 27 septembre, un travailleur d'une entreprise spécialisée dans l'entretien des ponts roulants est mort électrocuté. Il a touché deux trolley de l'alimentation en 380 volts et y est resté collé. Bien sûr ce travailleur a été inconscient du danger qu'il courait en montant sur ce pont sans en couper l'alimentation et alors qu'une trappe d'accès à l'échelle du pont était cadenassée. Mais cet accident n'aurait jamais eu lieu si le

pont avait été conforme aux règles de sécurité.

Depuis qu'un précédent accident mortel s'était produit en avril dernier dans un chantier voisin, l'Alsthom était mise en demeure par l'inspection du travail d'installer des protections sur toutes les alimentations des ponts. La direction de l'Alsthom a choisi une solution qui l'arrange : elle a répertorié les ponts dangereux, les a appelés « points noirs »

et a laissé leur entretien et leur modification aux soins d'une entreprise extérieure dite spécialisée.

Ce pont n'est pas le seul de ce type dans l'entreprise, même dans les bâtiments neufs on peut en voir qui ne possèdent aucune protection.

La direction va-t-elle les faire modifier en prenant les précautions indispensables à la sécurité ou va-t-elle attendre qu'il y ait encore d'autres victimes ?

Le martyr du Liban

de Thierry DESJARDINS

Grand reporter au **Figaro**, spécialiste des affaires du Moyen-Orient, Thierry Desjardins nous donne, avec ce livre, son témoignage sur la guerre civile libanaise. Il a bien connu le Liban « d'avant », et il commence donc par évoquer ce qu'était Beyrouth avant avril 1975, avant que n'éclate la guerre. C'est avec une certaine nostalgie qu'il le fait, et c'est parfois bien irritant de le voir évoquer les tares de la société libanaise d'avant la guerre civile, pour regretter leur charme disparu.

Mais, passés ces effets journalistiques, c'est une documentation importante sur



Scène quotidienne à Beyrouth depuis plusieurs mois. Ici, une position défendue par des nassériens, membres du front islamo-progressiste. (Sipa)

les événements du Liban que Thierry Desjardins nous fournit. C'est tout à la fois une documentation historique et une documentation d'actualité sur la vie sociale et politique du pays. Et il faut reconnaître que c'est avec un œil lucide que le grand reporter du **Figaro** regarde les hommes politiques du Liban, met en évidence les mécanismes qui ont conduit à la guerre civile.

Thierry Desjardins ne prend pas parti, n'indique pas de solutions. Mais c'est un bon ouvrage de journaliste qu'il nous livre. Et, pour comprendre l'enchaînement des tragiques événements du Liban, ce témoignage est précieux.

André FRY.

Le martyr du Liban de Thierry Desjardins. Chez Plon. 30 F.

Le Loup-Cervier

de Guy CROUSSY

Voici un livre qui se veut la peinture d'une grande entreprise et de la vie qu'y mènent les cadres. Un sujet à la mode. Mais, en fait de peinture sociale, c'est à une série de clichés que nous avons droit. Et l'on n'y croit pas, à cette histoire d'un cadre supérieur d'une entreprise textile de la région lilloise qui, finalement, abandonne tout pour se retirer à la campagne.

Le héros, paraît-il, « est un loup », car il est efficace, il a « le sens de l'organisation et du maniement des hommes ». Mais il est tellement désincarné que l'on ne parvient ni à bien comprendre en quoi consiste son travail, ni à s'intéresser à ses états d'âme.

Le cadre qui licencie, le cadre qui organise un match de boxe dans le but de faire oublier aux ouvriers leurs revendications, le cadre qui se suicide : on a droit à tout cela dans ce roman. Mais tout sonne faux, tout est schématique. Et le recours à un certain vocabulaire spécialisé - du « besoin prévisionnel » au « brainstorming », en passant par le « profil d'aptitude » - qui vient pimenter cet insinuant breuvage, ne change rien à l'affaire. Loin de là.

Y.R.

Le Loup-Cervier de Guy Croussy - éd. Julliard - 38 F.

TELE 7

GOLDA MEIR aux Dossiers de l'écran

Le film israélien présenté en introduction à l'émission des Dossiers de l'écran consacrée à Golda Meïr était destiné à présenter le sionisme à ses origines sous le meilleur éclairage.

Ils étaient dix raconte l'histoire d'émigrants juifs qui, à la fin du 19^e siècle, fuyant les pogromes, tentent de s'implanter en Palestine. Sur un bout de terre caillouteux, luttant contre une nature hostile, ayant à composer avec l'occupant turc dont le joug s'imposait à tous en Palestine, les pionniers construisent leur nouvelle existence à travers des difficultés de toutes sortes.

Mais il y a la population palestinienne. Et c'est là où l'imagerie d'Epinal, parfois bête à pleurer, en dit pourtant long sur l'idée que les sionistes se font de leurs relations avec les Palestiniens. Tout le film visait à prouver la nécessité, face aux « méchants Arabes », de s'imposer par la force. Sauf avec le Cheik du coin, seul « ami » parmi les Arabes. Il n'en fallait pas moins pour tenter de justifier que le seul dialogue entamé avec eux le soit à coup de pierres, de bâton ou de fusil. Heureusement que le Cheik était là...

Les réponses de Golda Meïr aux questions des auditeurs étaient finalement bien dans le prolongement du film.

A-t-elle eu des rencontres avec des dirigeants arabes ? Oui :

avec Abdallah de Jordanie en 1947 et en 1948; avec d'autres dont elle ne peut dire les noms, parce qu'ils lui ont demandé le secret. Avec Nasser ? Non, parce qu'il n'a pas répondu à sa demande d'entrevue. Mais elle se déclare prête à rencontrer tous les dirigeants des Etats arabes qui le demandent et à négocier des compromis territoriaux, en échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Mais pas question de rencontrer les Palestiniens, ni de négocier avec eux la création d'un Etat. Il ne peut y avoir de compromis territoriaux avec eux... puisqu'ils demandent à revenir sur leur terre. Qu'ils aillent en Jordanie, ou la moitié de la population est déjà palestinienne !

Quant aux Arabes d'Israël, pas de problème : leur niveau de vie est supérieur à celui des habitants des pays arabes et l'Etat d'Israël n'est ni théocratique ni religieux, puisque seuls le mariage et le divorce passent par les autorités religieuses.

Le reste à l'avenant. Une série de poncifs pour affirmer la légitimité de la politique sioniste et pour rejeter l'idée que Juifs et Palestiniens puissent vivre ensemble dans un même pays. Un récapitulatif, en somme, de la politique sioniste par un de ses principaux artisans.

Louis Guilbert.

sélection

Samedi 9 octobre

TF1 - 13 h 45 - **L'aube des hommes : sur les traces des premiers hommes.** En 1924, la découverte du crâne fossile d'un enfant ayant vécu il y a près de 700.000 ans, et ses conséquences pour la connaissance de nos origines.

FR3 - 20 h - **Cavalcade : les rejoneadores.** Un reportage sur Romero, spécialiste des corridos à cheval.

FR3 - 20 h 30 - **Nouvelle Orléans bien-aimée : du lac Pontchartrain au Mississipi.** Toujours consacrée au jazz, cette émission de J.-C. Averty permettra d'entendre Les Haricots Rouges, Maxim Saury, etc.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Théâtre : La poudre aux yeux,** d'Eugène Labiche, avec Michel Etcheverry et Françoise Seigner. Une comédie qui se moque des parvenus de l'époque de Louis-Philippe.

TF1 - 22 h 30 - **Place à la danse.** Spectacle enregistré au théâtre du Bolchoï, à Moscou.

Dimanche 10 octobre

TF1 - 13 h 20 - **Vive le cirque.** Jacques Fabbri présente le travail et les meilleurs numéros des artistes de cirque.

ANTENNE 2 - 16 h 20 - **Des animaux et des hommes.** Documents et films sur les insectes et les reptiles.

TF1 - 17 h 20 - **Film : Poil de Carotte,** d'H. Graziani, avec Philippe Noiret et François Cohn.

FR3 - 17 h 50 - **Les grandes batailles du passé : Morat (1476)** - La bataille qui vit la défaite de Charles le Téméraire.

TF1 - 19 h 15 - **Les animaux du monde : l'animal dans l'art.** Des peintures rupestres à celles de Picasso.

TF1 - 20 h 30 - **Film : Trop tard pour les héros,** de R. Alldrich, avec M. Caine, H. Fonda, etc. Un film de la même inspiration que **Les douze salopards**, et **Attaque**.

ANTENNE 2 - 22 h 30 - **Signe des temps : la Côte d'Ivoire n° 2.**

FR3 - 22 h 30 - **Le désert rouge,** d'Antonioni, avec M. Vitti.

TF1 - 22 h 40 - **Questionnaire :** Jacques Fauvet parle de son journal **Le Monde**, répond aux attaques et critiques de l'ancien rédacteur Michel Legris, qui reproche au journal une évolution trop « à gauche », selon lui.

Lundi 11 octobre

TF1 - 20 h 30 - **Film : Sept ans de réflexion,** de Billy Wilder. Comédie avec Marilyn Monroe.

FR3 - 20 h 30 - **Film : Un singe en hiver,** de H. Verneuil. Avec Jean Gabin et J.-P. Belmondo.

Mardi 12 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Les dossiers de l'écran.** Un montage de séquences de films divers (**Traffic**, de J. Tati ; **Tout le monde il est beau**, de J. Yanne, etc.) ouvre le débat sur le thème « Français, qui êtes-vous ? », auquel participeront René Goscinny, Robert Dhéry, Jean Yanne, etc.

FR3 - 20 h 30 - **Film : Les colts des sept mercenaires,** de P. Wendkos. Une autre version des **Sept mercenaires**.

TF1 - 22 h - **Mitterrand, face aux chefs d'entreprise.** Emmanuel de la Taille dirige le débat auquel participeront, aux côtés de Mitterrand, Pierre Mauroy, Michel Rocard, etc. Face à la crise actuelle, Mitterrand expose les propositions du Parti Socialiste.

Mercredi 13 octobre

FR3 - 19 h 40 - **Tribune li-**

bre : la parole est au Syndicat de la Magistrature.

FR3 - 20 h 30 - **Film : L'aigle vole au soleil,** de J. Ford, avec J. Wayne.

TF1 - 22 h 15 - **Corses d'hier et d'aujourd'hui.** Une enquête menée par Joseph Poli.

Jeudi 14 octobre

TF1 - 20 h 30 - **L'événement :** Valéry Giscard d'Estaing répond aux questions des journalistes et présente son livre **Démocratie française**.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Film : Les copains,** d'Yves Robert, avec P. Noiret, P. Mondy, G. Bedos, etc. Une comédie.

FR3 - 20 h 30 - **Film : La vie passionnée de Vincent Van Gogh,** de Vincente Minelli, avec Kirk Douglas et A. Quinn. Une reconstitution fidèle de la vie du peintre.

ANTENNE 2 - 22 h - **Jazz Averty :** Benny Carter spécial n° 3.

Vendredi 15 octobre

TF1 - 20 h 30 - **Théâtre : Le malade imaginaire,** de Molière, avec Jacques Charon.

FR3 - 20 h 30 - **Vendredi : Ail-leurs, l'arme du blé.** Emission de Maurice Cazeneuve sur les problèmes soulevés par la production et le commerce mondial du blé et des céréales.

FR3 - 21 h 30 - **Méditerranée : l'aube.** Le développement de la civilisation autour du bassin méditerranéen.

Samedi 16 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Film : Maigret chez les Flamands,** de J.-P. Sassy.

Dimanche 17 octobre

ANTENNE 2 - 14 h 50 - **Film : Les fêtes galantes,** de René Clair.

TF1 - 20 h 30 - **Film : L'affaire Dominici,** de Bernard Aubert.

FR3 - 22 h 30 - **Film : Juliette des esprits,** de Fellini.

FILMS POLITIQUES

1900 : Gaumont Théâtre (2°) - Quintette (5°) - Haute-feuille et Montparnasse 83 (6°) - Marignan (8°) - Athéna (12°) - Fauvette (13°) - Clichy Pathé (18°).

Les hommes du président : Rex (2°) - Studio Ursulines (5°) - Odéon (6°) - Ermitage et Publicis Matignon (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Paramount Orléans et Miramar (14°) - Magic (15°) - Napoléon (17°).

Les sentiers de la gloire : Châtelet Victoria (1°).

AUTRES FILMS

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Marbeuf (8°) - Roissy (19°).

David et Lisa : Styx (5°).

Orfeu Negro : Kinopanorama (15°).

Easy Rider : Boite à films (17°).

Harold et Maude : Luxembourg (6°).

On achève bien les chevaux : Ranelagh (16°).

Au fil du temps : Marais (4°).

Barry Lyndon : Impérial (2°) - Gaumont Rive Gauche et Hautefeuille (6°) - Gaumont Champs Elysées (8°) - Gaumont Sud (14°).

Cria Cuervos : St-Germain Huchette (5°) - Elysées Lincoln et St-Lazare Pasquier (8°) - 14 Juillet (11°) - Montparnasse Pathé 74 et P.L.M. St-Jacques (14°).

Next stop, Greenwich village : Les Cinoches de St-Germain (6°).

Nous nous sommes tant aimés : Les Cinoches de St-Germain (6°).

POUR SE DISTRAIRE

Un éléphant, ça trompe énormément : Richelieu (2°) - St-Germain Studio (5°) - Dragon (6°) - Mercury et Paris (8°) - Lumière (9°) - Fauvette (13°) - Montparnasse Pathé (14°) - Convention (15°) - Victor Hugo (16°) - Wepler (18°) - Gambetta (20°).

Cours après moi... que je t'attrape : Omnia (2°) - Biarritz et George V (8°) - Caméo (9°) - UGC Gobelines (13°) - Paramount Montparnasse (14°) - Cambronne (15°) - Trois Murs (16°) - Paramount Maillot (17°) - Clichy Pathé (18°).

King Kong : Action Christine (6°) (les jours impairs).

Ma vache et moi : Marais (4°).

Festival Woody Allen : Studio Logos (5°).

Festival Marx Brothers : Boite à films (7°).

La guerre des boutons : Petits Poucets Montmartre (9°).

Fantasia : Rex (2°) - Panthéon (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Marignan, France-Elysées et Gaumont-Madeleine (8°) - Gaumont Sud (14°).

FILMS FILMS

La victoire en chantant

de J.-J. ANNAUD

Dans un village de l'Afrique coloniale française, au début du siècle, un petit groupe de colons — deux familles d'épiciers, deux missionnaires, un sergent — imposent leur loi à la population africaine du village, qui leur fournit domestiques, clients, paroissiens, soldats et souffre-douleur. Vivant un peu à l'écart de ces colons dont il méprise la vulgarité, un étudiant, socialiste et pacifiste, complète le groupe.

A quelques centaines de mètres de là, un poste militaire allemand marque le début des territoires placés sous l'autorité de l'Allemagne.

Jusqu'à-là, colons français et militaires allemands ont entretenu les meilleures relations. Mais nous sommes en 1915 : avec quelques mois de retard, arrive la nouvelle de la déclaration de guerre.

Chez les colons français, épiciers et curés, c'est l'enthousiasme. La mobilisation est décrétée — la mobilisation des villageois africains, bien sûr. Conduits, drapés français en tête, à l'assaut du poste allemand, ils sont repoussés. C'est le massacre et le sauve-qui-peut général. C'est alors que l'étudiant socialiste — qui avait tenté de s'opposer à cette première expédition — prend la direction des opérations. Voilà réalisée, à l'échelle du village, « l'union sacrée ». La guerre devient alors la réplique en miniature de la « grande »,

avec ses tranchées, sa boue, ses maladies, ses morts.

Finalement, c'est une colonne de l'armée anglaise — entièrement composée, elle aussi, d'Africains — qui, là encore avec quelques mois de retard, apporte la nouvelle de la paix et met fin aux combats.

Le film de Jean-Jacques Annaud s'inspire d'événements qui ont réellement eu lieu, au Cameroun, en 1915. Mais bien sûr, son intention n'est pas seulement de dénoncer l'absurdité criminelle de cette guerre en miniature, à des milliers de kilomètres des champs de bataille européens. C'est, bien plus généralement, la guerre elle-même qu'il vise : la guerre qui, pour le plus grand profit des exploités, jette les peuples exploités sur les champs de bataille, où ils s'entre-tuent.

Dénonciation de la guerre, *La victoire en chantant* est aussi, bien sûr, une dénonciation du colonialisme. Pour cela d'ailleurs, Jean-Jacques Annaud utilise abondamment l'arme de l'humour. Et sur ce terrain, il fait mouche à tous les coups. Ces colons si imbus de leur supériorité de civilisés, il montre avec efficacité leur mesquinerie, leur lâcheté, leur cruauté, leur ridicule.

La caricature est réussie. Chaque trait porte. Mais l'ensemble reste assez sec. Cela tient peut-être au parti pris du réalisateur de s'en tenir à une violente satire de tous les clichés bien-pensants



et autres images d'Epinal sur la guerre et la colonisation. C'est dommage, car on n'est pas toujours ému, même si l'on rit beaucoup.

Un film à voir cependant.

Jean-Jacques LAMY

Studio de la Harpe (5°) - Madeleine (8°) - Olympique (14°) - Calypso (17°).

Une vie difficile

de Dino RISI

Il s'agit d'un film déjà ancien, puisqu'il date de 1961, mais inédit jusque-là en France. L'histoire se passe de 1943 à 1960, des années de misère, pendant et après la guerre, aux années d'aisance avec le « miracle économique » italien.

Sylvio, jeune intellectuel de gauche, idéaliste, participe à la Résistance. Prisonnier des Allemands, il va être fusillé. Mais Elena, la fille de l'aubergiste d'un petit village des rives du lac de Côme, lui sauve la vie. A la fin de la guerre, Sylvio revient. Ils s'enfuient tous les deux à Rome,

où il l'épouse.

Mais il y a maldonne. Elena, séduite par le titre pompeux de journaliste de Sylvio, rêve de mener une vie dorée dans la capitale. Mais en fait c'est la misère et, à l'heure où les fortunes se relèvent ou s'établissent, Sylvio par attachement à son idéal s'acharne à garder son poste de journaliste mal payé dans un petit journal de gauche.

Et la vie est d'autant plus difficile que tout ce qu'entreprend Sylvio échoue. Homme de gauche, Sylvio n'a pas d'avenir. Comme journaliste, il ne com-

prend pas les subtilités de la politique de son journal. Romancier, il ne trouve pas d'éditeur. Et lorsque, pour faire plaisir à sa femme, il renonce à ses idées pour trouver un travail bien payé, il ne peut finalement se résoudre à cette trahison de son idéal. C'est sa femme déçue qui finit par le quitter. Et Sylvio sombre, jusqu'au moment où...

Mais sur ce thème dramatique et désenchanté, Dino Risi réussit ce tour de force de nous faire rire aux éclats. Un peu à la façon de Charlot, Sylvio est à la fois attachant et drôle. S'il est un raté,

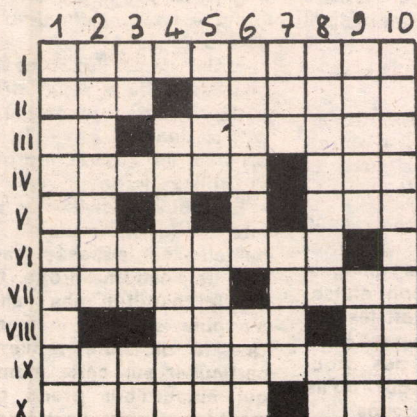
il n'est jamais grotesque, car il garde intacte toute sa capacité de révolte, toute sa fraîcheur et sa dignité. Et ce film, commencé sur un sourire, se termine par un franc éclat de rire.

Une vie difficile est un film excellent, qu'il faut se hâter d'aller voir, car il risque malgré tout de ne pas rester longtemps sur les écrans.

Cécile BERNIER.

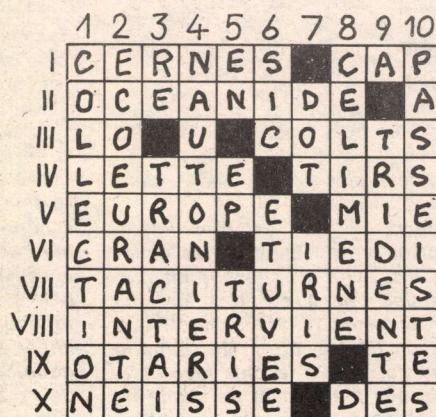
Marais (4°) - Quartier Latin (5°) - Jean-Renoir (9°) - 14-Juillet (11°) - Mac-Mahon (17°).

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Pas né de la dernière pluie. — II. Trou - On le met à toutes les sauces. — III. En épelant : sait jouer de la trompette - Elle augmente encore. — IV. Se font toujours par derrière - Dans le Rhin. — V. Préposition - Début de sensation. — VI. Ne manque pas de cran. — VII. On peut s'y retirer - Pas écrit. VIII. Quatre, pour l'instant - Personnel. — IX. Pas très discret. — X. On rend tout quand on l'a - Règles.

VERTICALEMENT. — 1. Permet d'enlever une coquille. — 2. Prise à son compte - Possessif. — 3. Négation - Dans - Rapproché. — 4. Elles ne mâchent pas leurs mots. — 5. Anneau de cordage - Pas bien brillant. 6. Aux Bahamas - Orientation. — 7. On n'aime pas sa limite - A pris des couleurs. — 8. Charger - En bout. — 9. A toujours une reine - Protection. — 10. Elles n'en finissent pas.



PAYS BASQUE ESPAGNOL

TERRORISTE OU RÉFORMISTE, LE NATIONALISME N'EST PAS LA POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

L'attentat du lundi 4 octobre contre Juan Maria de Araluze, président du Conseil général de la province basque de Guipuzcoa et conseiller du royaume, aurait d'après la presse soulevé un concert de désapprobation en Espagne et au Pays basque. C'est possible, mais ce n'est guère certain, tellement il faut juger prudemment les informations en provenance d'Espagne sur ce que pensent réellement les populations.

En tout cas, il n'y a pas à pleurer Araluze, cet ancien combattant du franquisme et membre des « Requettes », une organisation d'extrême-droite née bien avant la guerre civile, même s'il était aujourd'hui favorable à la restauration des anciennes libertés des provinces basques.

Mais il n'y a cependant pas à applaudir cet attentat. Si l'on peut parfois excuser, voire justifier des attentats terroristes par le désespoir de ceux qui les commettent, le terrorisme individuel ne peut pas contribuer à élever le niveau

de conscience des travailleurs, à les amener à prendre en main leur propre sort. Et c'est cela seulement qui peut faire évoluer fondamentalement la société. Et quand la classe ouvrière en est arrivée à ce degré de conscience de prendre elle-même les choses en main, ce n'est pas non plus sa politique. Car la violence de classe qu'elle exerce alors est une lutte politique et militaire de toute une classe et, même si les attentats peuvent parfois avoir lieu pendant une guerre civile, celle-ci ne saurait se limiter à cela.

Mais de plus, si les travailleurs basques, comme ceux d'Espagne, doivent soutenir la lutte du peuple basque contre le gouvernement de Juan Carlos, contre l'appareil d'Etat hérité du franquisme et contre la répression féroce, ils ne peuvent pas, ils ne doivent pas s'associer politiquement aux organisations nationalistes. Car le nationalisme, qu'il soit basque, catalan, espagnol ou autre, ne peut jamais libérer les travailleurs. Il sert au con-

traire à faire croire que la classe ouvrière et la bourgeoisie ont des intérêts communs. C'est une politique qui sert les intérêts de la classe dominante en mettant les opprimés à sa merci. Et en l'occurrence, c'est la classe ouvrière qui en fait les frais à tous les coups.

C'est pourquoi, n'approuvant jamais les objectifs des nationalistes, nous ne pouvons approuver aucune de leurs méthodes, qu'elles soient terroristes ou réformistes parlementaires. Même si nous défendons les nationalistes contre notre ennemi commun.

Au Pays basque, certaines organisations misent sur le fait que la satisfaction des revendications nationalistes ira de pair avec la démocratisation.

C'est le cas de l'une des branches de l'Eta V, qui vient d'annoncer tout récemment qu'elle abandonnait la « lutte offensive armée » pour se constituer en parti politique classique et tenter de profiter des possibilités légales qui risquent d'être offertes par

un régime qui prétend officiellement se démocratiser.

L'attentat contre Araluze, revendiqué par une autre branche de l'Eta V, traduit peut-être au contraire la défiance d'autres courants nationalistes envers le régime de Juan Carlos. Ils peuvent penser que Juan Carlos sera amené à faire des concessions aux partis réformistes espagnols mais que les revendications nationales, elles, ne seront prises en considération ni par le gouvernement actuel ni (et peut-être moins) par un gouvernement d'union nationale qui aurait fait une place aux partis de gauche. Ils ont peut-être peur d'être laissés pour compte dans la démocratisation qui s'amorce, peur qui n'est tout de même pas dénuée de tout fondement.

Mais il se peut aussi que l'attentat de la semaine dernière ne traduise qu'une simple rivalité d'organisations entre les deux branches de l'Eta V et qu'il soit une réponse au congrès et à la conférence de presse annonçant la nouvelle orientation de l'une d'elles.

Dans un cas comme dans

l'autre, cela ne répond ni aux intérêts ni aux aspirations des travailleurs. Le nationalisme est un piège, qu'il soit réformiste, opportuniste et parlementaire, ou qu'il soit terroriste et radical. Nous ne donnons raison ni aux uns ni aux autres, car nous savons que la politique des premiers vise à endormir et duper les travailleurs et que les armes des seconds ne sont pas tournées seulement contre les Araluze ou contre les flics, mais qu'elles pourront être utilisées contre la classe ouvrière.

Aussi les travailleurs basques, comme tous les travailleurs d'Espagne, tout en soutenant les organisations nationalistes contre la répression, ne doivent pas s'associer à leur politique. La classe ouvrière, qui est la seule classe dont les intérêts coïncident avec ceux de l'ensemble de la société, doit mener un combat indépendant, construire sa propre organisation et déterminer sa propre politique pour sauvegarder leur avenir socialiste à l'Espagne et au monde.

RHODÉSIE

Le plan Kissinger en voie de réalisation

■ Depuis le voyage de Kissinger, la situation évolue très vite en Rhodésie. La conférence mise en place selon le plan Kissinger va démarrer très prochainement, probablement dès la mi-octobre.

De part et d'autre ce sont, bien sûr, les réserves et réticences, chaque partie essayant d'amener celle d'en face à accepter le maximum de concessions. Ian Smith, le Premier ministre rhodésien, refuse par exemple encore que cette conférence soit dotée de pouvoirs constituants.

Les dirigeants nationalistes noirs des trois tendances de l'ANC (Conseil National Africain) s'en prennent bien sûr à cette prétention.

Mais ce qui est significatif, c'est qu'en fait Smith et les nationalistes noirs s'opposent maintenant les uns aux autres au nom de ce même plan Kissinger, que chacun tend à interpréter dans le sens qui lui est le plus favorable, mais que maintenant personne ne remet plus en cause, du moins dans les grandes lignes.

C'est dans ce cadre désormais

que se discuteront les modalités de la passation des pouvoirs entre le régime ségrégationniste et les dirigeants noirs, négociations compliquées par l'existence de plusieurs tendances nationalistes, qui essaient de placer leurs pions le mieux possible.

L'évêque Muzocewa, chef de la tendance dite « extérieure » de l'ANC, de retour en Rhodésie après un exil volontaire de 16 mois, s'est fait accueillir triomphalement par des dizaines de milliers d'Africains dansant, chantant, manifestant leur joie et leur volonté de lutte.

Abel Muzocewa, qui reproche au dirigeant de l'autre branche de l'ANC (tendance « intérieure »), Nkomo, d'être le protégé de Washington, ne cherche rien d'autre que de se faire reconnaître lui aussi comme interlocuteur valable, si ce n'est comme seul interlocuteur, de la part des impérialistes. Quant à Robert Mugabe, le leader des guérilleros de la ZIPA qui préconise la lutte armée jusqu'au bout, il a fait cependant connaître qu'il était prêt lui aussi, en ce qui le concernait,

à s'asseoir à la table des négociations.

En fait, tout se met en place. Les négociations semblent près de s'engager très vite, maintenant, sur les rails posés par Kissinger.

Bien sûr, Ian Smith n'est pas prêt pour autant à céder la place si vite que cela et risque de chercher à faire traîner en longueur les discussions.

Mais toutes les tentatives de Smith en ce sens ne sont plus que manœuvres d'arrière-garde. Son régime est condamné et va sur sa fin.

La lutte des masses africaines a imposé la chute du régime ségrégationniste. C'est déjà quelque chose d'important. Mais elles n'y ont pas gagné leur émancipation. Car si Kissinger, qui a patronné si longtemps le régime de l'apartheid, est prêt désormais à patronner les Nkomo et Cie, c'est qu'il sait bien qu'ils défendront, d'une autre façon, certes, mais pas moins efficace, les intérêts de l'impérialisme.

Cécile BERNIER

THAILANDE

L'offensive de la droite

■ Mercredi 6 octobre, à Bangkok, de très violents affrontements ont eu lieu à l'université Thammasat, université réputée de gauche. Très tôt le matin, vers 5 heures, des bandes armées d'extrême-droite ont tenté d'investir le campus de l'université que les étudiants occupaient pour protester contre le retour d'exil de l'ex-dictateur, le maréchal Thanom.

Ces groupes d'extrême-droite étaient accompagnés d'autres troupes, en armes elles aussi et en... uniforme : la police.

Car la police a prêté main forte à l'extrême-droite pour investir l'université. Les images présentées à la télévision étaient éloquentes, où l'on voyait les policiers remettre pratiquement leurs prisonniers aux mains des groupes d'extrême-droite pour qu'ils les achevent sous les coups.

On annonce pour l'instant 25 morts au moins, plus de 200 blessés,

et 1 300 jeunes auraient été arrêtés. C'est ainsi que l'extrême-droite règle ses comptes avec les étudiants. Ce sont les étudiants de Thammasat qui ont été en 1973 à l'origine des manifestations qui ont renversé le régime d'extrême-droite et contraint à l'exil le dictateur militaire Thanom.

Maintenant, l'extrême-droite se sent de taille à reprendre l'offensive. L'ancien dictateur est de retour dans le pays. Les bandes armées de l'extrême-droite et de la police frappent.

Le pouvoir civil mis en place lors de la chute de la dictature militaire est dépassé par l'agitation de l'extrême-droite. Comment ne le serait-il pas, alors qu'il s'appuie sur les mêmes piliers que la dictature renversée, en particulier sur cette même police qui aujourd'hui prend publiquement parti pour l'extrême-droite ?

Cécile BERNIER